

L'engagement militaire américain dans le monde : Quelles implications pour la paix et la sécurité mondiales ?

Tewfik HAMEL

*Chercheur au Centre de recherches interdisciplinaires
en Sciences humaines et sociales de Montpellier
(CRISES) Université Paul-Valéry*

Résumé

Les États-Unis ont émergé comme une puissance dominante, guidés par des ambitions véritablement mondiales. La pensée stratégique américaine des années 1990 consistait non pas à acquérir la force militaire, mais à perpétuer une suprématie politico-économique à l'échelle mondiale. Aujourd'hui, les États-Unis, dans leur politique étrangère, visent non seulement le statut de leadership mondial, mais cherchent davantage le pouvoir sous toutes ses formes : territoriale, commerciale, politique, culturelle, etc.

Mots clés

paix et sécurité mondiale, stratégie américaine, militarisme et militarisation, profondeur stratégique.

Après la consolidation des États-Unis de leur domination sur le continent, il y a eu quatre périodes expansives ; 1898, 1918, 1945 et 2001. Les trois dernières ont été animées par des ambitions véritablement mondiales et chacune est liée à l'acquisition d'un nombre important de nouvelles bases militaires à l'étranger⁽¹⁾. En tant

que tel, le rééquilibrage vers l'Asie-Pacifique s'inscrit dans le cadre d'une approche plus large, ce qui signifie qu'ils ne vont nullement se désengager ni de l'Europe ni du Moyen-Orient. Bien que sous différents mécanismes, leur engagement militaire sera maintenu dans l'ensemble de l'« arc d'instabilité » -s'étendant de l'Amérique du Sud à l'Afrique du Nord en passant par le golfe Persique (Asie du Sud-ouest) à la Corée du Nord (Asie du Nord-est)- qui englobe une grande partie de ce qu'autrefois était vaguement appelé le « Tiers-monde ». Pendant près d'un demi-siècle, la politique étrangère et de sécurité des États-Unis a reposé sur un système de bases à l'étranger à la fois extensif, robuste et bon marché. Comme les chiffres le montrent, en moyenne 22% de l'ensemble des militaires américains étaient stationnés à l'étranger entre 1950 et 2000. En 2003, 27% ont été déployés, ce qui représente à peu près la moyenne des années 1950. Le point le plus bas en pourcentage était de 13,7% en 1995 ⁽²⁾. L'analyse du *Daily Beast* révèle peu de différence entre les présidences Bush et Obama. « Le nombre de troupes américaines à l'étranger a diminué *de moins de 1%* sous le président Obama, soutenu par ce qui semble être une forte augmentation du nombre des missions clandestines » ⁽³⁾.

Militarisme et militarisation

Les États-Unis et leurs alliés formels représentent environ 75% des dépenses militaires mondiales. 148 pays (75% des nations de la planète) accueillent des troupes américaines. Avec 4% de la population mondiale seulement, le pays représente 39% des dépenses militaires mondiales⁽⁴⁾. Deux décennies environ après la fin de la Guerre froide et la « plus grande superpuissance de jamais vue »⁽⁵⁾, dépense plus pour la défense qu'à n'importe quel moment depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Cela est vrai même si l'on supprime les effets cumulatifs de 65 années d'inflation du budget actuel de la défense. « Pourtant, ce gigantesque budget de défense n'a pas produit un grand sentiment de sécurité pour la plupart des Américains »⁽⁶⁾. Ce sentiment d'insécurité

est largement dû à la montée du militarisme qui est le « phénomène par lequel les forces armées d'une nation sont venues à mettre leur conservation institutionnelle avant la réalisation de la sécurité nationale [et] la prise en charge par les forces armées d'un pays de nombreuses tâches qui devraient être réservées aux civils »⁽⁷⁾. L'engagement international américain fortement, pour ne pas dire exclusivement, militarisé est évident pour les experts qu'il ne faut pas confondre avec le militarisme. Les définitions du militarisme mettent l'accent sur la domination des valeurs militaires de la vie politique et civique, ce qui représente une menace pour les structures représentatives.

L'historien militaire Richard H. Kohn définit la militarisation comme un vaste processus décrivant « la mesure dans laquelle les institutions, les politiques, les comportements, les pensées et les valeurs d'une société sont consacrés à la puissance militaire et façonnés par la guerre ». Pendant près de 70 années, dit-il, l'Amérique a « connu un degré de militarisation jusqu'ici inconnu » dans son histoire. Plus inquiétant pour Kohn est la transformation de la militarisation en militarisme qu'il définit comme « la domination des valeurs et cadres de guerre dans la pensée américaine, les politiques publiques, les institutions et la société au point de dominer plutôt que d'influencer ou simplement façonner les relations étrangères américaines et la vie domestique »⁽⁸⁾. Le militarisme, comme le terme est venu à être compris, est en grande partie un état d'esprit. Il ne doit pas être assimilé à l'existence de forces armées. Il n'est pas identique à une intervention militaire dans la vie politique. Il s'agit d'une disposition de la part d'une société (ou au moins les segments influents de celle-ci) à glorifier ou célébrer les actes martiaux et des valeurs martiales. La description de Theodore Roosevelt de la guerre hispano-américaine de 1898 comme « une splendide petite guerre » en était une expression. Le militarisme comme un état d'esprit a été encouragé avec la création, à la fin du XIX^{ème} siècle, d'un grand nombre de sociétés de lobbying pour favoriser la hausse des

dépenses militaires. Il représente la « subordination de la société civile aux valeurs militaires »⁽⁹⁾ et implique l'usage de la force au détriment d'autres solutions alternatives, une « tendance à voir les problèmes internationaux comme des problèmes militaires et à écarter la probabilité de trouver une solution, sauf par des moyens militaires »⁽¹⁰⁾.

L'accent fortement militarisé de la stratégie de sécurité nationale qui « fournit un cadre stratégique global pour l'emploi des capacités militaires »⁽¹¹⁾ est indiscutable. En effet, alors que le débat universitaire américain sur la grande stratégie conserve une saveur fortement militaire, « la philosophie du militarisme -de conquête, de domination, de violence et de l'Empire- imprègne l'économie, les institutions politiques et la culture des Etats-Unis »⁽¹²⁾. Des secteurs entiers de l'économie américaine ont appris à compter sur l'armée pour leurs ventes⁽¹³⁾. Les Etats-Unis ont une industrie de l'armement énorme, mais elle n'a pas entravé l'emploi et la croissance économique. L'argument favori du Congrès contre la réduction des dépenses de défense est la perte de l'emploi que telles réductions entraîneraient. La Grande stratégie est un produit naturel de l'évolution d'une nation, qui l'a créé en différents points de l'histoire, en utilisant les différents ingrédients disponibles à une époque donnée. La militarisation de la politique américaine rend pertinent la réduction de la grande stratégie à la capacité militaire. En effet, « la stratégie militaire reste le noyau dur de la stratégie » de sécurité nationale qui « se fonde d'abord sur les multiples capacités militaires des Etats-Unis »⁽¹⁴⁾.

« A Washington, le consensus en faveur d'une guerre mondiale d'une durée indéterminée a été restauré »⁽¹⁵⁾. Cette posture menaçante reléguant l'Amérique à une « condition de crise de sécurité nationale permanente » est à l'origine du « nouveau militarisme américain -les conceptions erronées et dangereuses de la guerre, des soldats et des institutions militaires qui sont venus envahir la conscience américaine et qui ont perverti la politique de sécurité nationale américaine actuelle ».

Ainsi, pour mettre en œuvre ce que Bacevich appelle les « Règles de Washington » de la « trinité sacrée » (« présence militaire mondiale », « projection de puissance mondiale » et « interventionnisme mondial ») avec « le crédo américain » (« mener, sauver, libérer et, finalement, transformer le monde »), un nouvel paradigme a émergé au sein du Pentagone ; initialement baptisé « la révolution dans les affaires militaires (RAM) ». Bien que cette dernière « a offert une façon de reconceptualiser la guerre, son importance s'étend bien au-delà de cette sphère. En fait, la RAM a été l'expression d'un vaste effort visant à formuler une nouvelle vision du monde lui-même et de la place appropriée de l'Amérique dans (et à califourchon sur) ce monde ». Grâce à cette esthétique, la guerre elle-même tend à s'imposer comme la « nouvelle normalité ». L'utilisation d'un langage religieux chargé –crédo américain et trinité sacrée– pour décrire les *Washington Rules* n'est pas anodin mais veut montrer que l'approche de la politique de sécurité nationale a évolué au point de devenir une sorte d'« une quasi-religion »⁽¹⁶⁾. Vue sous cet angle, la RMA des années 1990 peut être l'équivalent du navalisme des années 1890. Là où est apparu, le « navalisme » représente « l'attachement à la création d'une marine impériale -parmi les personnes en position de pouvoir »⁽¹⁷⁾. À cet égard, la recherche de l'« *Information Dominance* » fait étroitement écho à l'appel de Mahan pour la maîtrise de la mer.

Dans ce contexte, il est essentiel de comprendre la philosophie de la présence militaire américaine dans le monde en particulier depuis 2001, une période marquée par un engagement militaire croissant. Le réexamen par Etats-Unis de leur posture mondiale de défense révèle une volonté d'étendre leur frontière stratégique vers le Sud pour inclure particulièrement les régions riches en matières premières, les principales routes maritimes et les goulots d'étranglement. Cela s'explique par le fait que celui qui contrôle l'énergie et le commerce mondial, contrôle l'économie mondiale et en toute évidence le développement des na-

tions. Lors de la Conférence de paix de Paris (1919), le président Wilson a expliqué à l'amiral William Bullard qu'« il y avait trois facteurs dominants dans les relations internationales -transport international, communication internationale, et pétrole - et que l'influence qu'un pays exerce dans les affaires internationales serait largement tributaire de sa position dominante dans ces trois activités »⁽¹⁸⁾. Ainsi, en plus d'être le théâtre principal de « *The Long War* », le « Grand Moyen-Orient » englobe aussi le centre énergétique mondial, les lignes de communications essentielles et lieux de transit maritimes (Gibraltar, canal de Suez, le Bosphore et le détroit des Dardanelles, Bab el Mandeb, détroit d'Ormuz). Cela signifie que l'on peut apprendre beaucoup au sujet de l'empreinte militaire mondiale des Etats-Unis qui s'agrandit de plus en plus. Mais étant donné le secret qui entoure ces bases, il n'est pas facile d'évaluer la taille ou la valeur exacte de cet empire de bases. Les documents officiels à la disposition du public sur le sujet sont trompeurs, mais instructifs. Car la posture de défense mondiale dont « la totalité de cette posture ne se réduit pas au Département de la défense » est considérée comme un élément central de la stratégie nationale et « un reflet significatif des intérêts de sécurité nationale américaine dans le monde entier »⁽¹⁹⁾.

La portée mondiale de la posture de défense des Etats-Unis

Les rapports officiels sur la posture des bases sont en effet trompeurs quant à l'ampleur de la présence militaire et omettent de mentionner les bases d'espionnage, ainsi que les installations situées dans des zones de guerre et autres lieux sensibles. L'une des raisons par ailleurs pour lesquelles le Pentagone est très réticent à utiliser l'expression de « base », c'est la conscience des dirigeants américains de l'hostilité des populations étrangères à leur présence militaire. Etant donné les connotations politiques négatives associées, ils s'y réfèrent diversement : installations, soutien au pays hôte, accès stratégique, présence avancée ou vers l'avant, posture ou empreinte mondiale, présence à l'étranger,

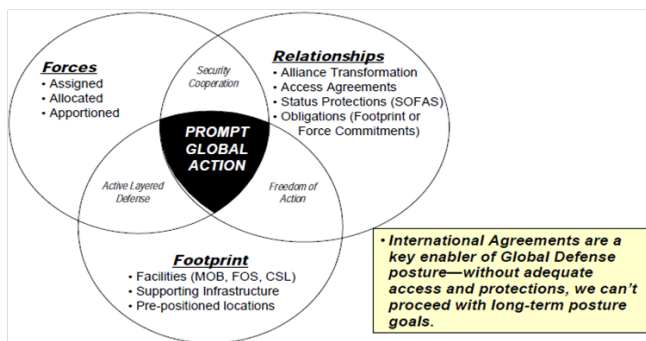
etc. En tant que tels, les rapports officiels semblent souvent arbitraires quant aux bases incluses et qui ne le sont pas. En 2007, le Pentagone évoque 823 bases situées dans 86 pays à l'étranger, alors que le total était de 909 bases. Si le BSR de 2008 cite 865 bases à l'étranger, ce rapport est incomplet. Plusieurs bases n'ont pas été citées. Aucune des bases américaines en Arabie saoudite, par exemple, n'a été mentionnée certainement pour des raisons politiques. En 2004, David Isenberg a conclu qu'au-delà des grandes bases, « il y a 5458 [*chuckles*] distincts et séparés d'installations militaires dans le monde entier, et il ne serait pas exagéré de dire que beaucoup d'entre-eux sont de 100 hectares au moins »⁽²⁰⁾.

L'*Overseas Basing Commission*, la commission officielle chargée d'examiner l'empreinte mondiale, note qu'une structure de base a plus qu'une valeur militaire. « Il s'agit d'un arrangement politique de premier plan qui a des conséquences bilatérales, internationales, culturelles et économiques ». Selon cette commission, le déploiement militaire et les réseaux de bases de portée mondiale des Etats-Unis ont « éclipsé tout ce que le monde n'ait jamais vu, surpassant de loin en échelle et portée des antécédents historiques impressionnants de l'époque romaine, mongole, ottomane et britannique »⁽²¹⁾. En tout cas, le DoD reste l'un des plus importants propriétaires au monde. Il est « non seulement la plus grande entreprise de l'Amérique, mais la plus achalandée et la plus réussie », et dispose d'un budget beaucoup plus important que celui d'Exxon Mobil, Ford ou General Motors. Ses installations physiques sont énormes, composées de plusieurs centaines de milliers de bâtiments et structures situées à plus de 5000 endroits différents. Lorsque ces sites sont réunis, le DoD utilise plus de 30 millions d'acres de terres. Il emploie plus de 3 millions de salariés. L'ensemble de ses infrastructures physiques, évalué en 2006 à 146 milliards de dollars, constitue le cadre essentiel pour soutenir la stratégie nationale et appuyer les forces militaires dans le monde⁽²²⁾ via la « posture de dé-

fense mondiale » qui est irréductible à une simple question de présence. Se composant de trois éléments clés (carte 1)⁽²³⁾, « elle comprend une *cross-section* de relations, d'activités, d'installations, d'arrangements juridiques et de *global sourcing and surge* »⁽²⁴⁾. Ces éléments, pris ensemble, appuient les efforts américains de quête d'une hégémonie mondiale.

Bref, elle peut être envisagée comme un ensemble de composantes interconnectées: 1) les forces stationnées et déployées en avant sur les bases permanentes et temporaires à l'étranger et les installations qui les abritent ; 2) les forces d'attaque basées sur le territoire américain ou dans l'espace capables d'emploi immédiat sur des distances intercontinentales ; 3) la mobilité stratégique et l'infrastructure logistique qui relie et appuient toutes les forces américaines basées/déployées en avant et d'attaque globale ; 4) les troupes entrées par force et les bases construites rapidement et compatibles avec l'environnement mondial permettant un accès stratégique ; 5) un réseau mondial de commandement, de contrôle, de communication et de renseignement (C3I). A ces composantes physiques, s'ajoute une sixième pour appuyer les relations de sécurité à savoir les dispositions juridiques qui définissent les droits et les obligations, établissent les conditions d'accès et droits de transit mondial pour la mobilité stratégique et les activités militaires offrent la protection au personnel américain. L'ensemble des instruments diplomatiques et arrangements juridiques bilatéraux et multilatéraux (se rapportant aux personnels militaires et activités des Etats-Unis dans le monde entier) constitue le cadre formel de la présence, de l'accès et des activités militaires dans d'autres pays.

Figure 1: les composantes de la posture mondiale de défense des Etats-Unis



Source Department of Defense, « *Global Defense Posture & International Agreements Overview* », Washington, 27 avril 2009, p. 4. <http://www.cpms.osd.mil/fnp/docs/OSDpolicypos-ture%20presentation.pdf>

Les spécificités de la posture (qui, où, quand) doivent refléter les considérations opérationnelles: comment concentrer plus de puissance rapidement en cas de besoin ? Il convient de noter à cet égard que l'interrelation entre les éléments de la posture s'apparente à un écosystème défini par des strates interdépendantes d'accès politiques, géographiques et opérationnels, permettant la coopération de sécurité et de rapides actions militaires mondiales. Le « tissu conjonctif » de la posture se présente sous la forme de concepts stratégiques et opérationnels qui relient la posture mondiale aux défis existants ou émergents à la sécurité nationale et les capacités militaires nécessaires pour y faire face. Un changement à un niveau a nécessairement des effets tertiaires sur les autres. Il est donc impossible de modifier l'une de ces composantes clés d'une posture, ou le cadre juridique et les concepts qui les soutiennent, sans affecter les autres parties qui contribuent à la posture. Un changement par exemple dans le régime juridique (un élément de l'accès politique) avec un pays hôte peut affecter la liberté d'action (accès géographique) à travers un

théâtre et, par là-même, la capacité à appuyer de façon appropriée les forces en avant lors des opérations.

Donc, atteindre et maintenir un grand accès politique à travers des relations avec des pays partenaires assurent l'accès géographique souhaité et, ultérieurement, l'accès opérationnel voulu pour faire tourner les forces dans un théâtre pour des activités de coopération de sécurité ou soutenir des forces en cas de besoins à l'appui des opérations de contingence. Le défi pour la posture globale consiste à trouver le juste équilibre entre les relations et les capacités à l'étranger, d'une part, et la dynamique de l'environnement de sécurité, d'autre part. Le plan de réexamen de la posture mondiale de 2004 cherchait justement à maximiser l'accès. Il s'agit de la reconfiguration de l'armée américaine en s'appuyant sur, et en soutenant, une structure pour que les forces soient plus faciles à déployer à l'avenir. Le but est simple : la domination mondiale et de l'ensemble du spectre du conflit. « L'Amérique est une nation en guerre », prévient le Pentagone, et a besoin « de projeter sa puissance dans le monde entier à partir de bases d'opération sûres [...] dans quatre régions -l'Europe du Nord, Asie de l'Est, du Littoral de l'Asie de l'Est et le Moyen-Orient et Asie du Sud »⁽²⁵⁾. Une liberté d'action mondiale est nécessaire parce que l'un des impératifs reconnus pour devenir une puissance hégémonique est la capacité d'opérer et de contrôler les espaces communs » -espaces, eaux internationales, espaces aériens internationaux et cyberspace⁽²⁶⁾.

Alors que les « espaces communs » ont émergé comme une question politique majeure dans la communauté de défense, il y a au plus haut niveau une prise de conscience que l'armée américaine va être confrontée à une multitude de défis dans ces espaces et peut s'attendre à être de plus en plus contestée dans la sécurisation et le maintien de l'accès aux espaces communs. Pour le DoD, la « capacité d'opérer dans et depuis » ces espaces « est importante » pour pouvoir « projeter notre puissance partout dans le monde ». Toute « notre capacité de projection

de puissance dépend de notre posture de défense et de la flexibilité des déploiements à l'intérieur et à l'étranger, de la sécurité de nos bases, et surtout de notre accès aux espaces communs ». Etre en mesure d'opérer dans et depuis les espaces stratégiques communs est reconnu comme « crucial » à la domination mondiale⁽²⁷⁾. En d'autres termes, la maîtrise de ces espaces donne aux Etats-Unis un potentiel militaire qui peut être mobilisé au service d'une politique étrangère hégémonique puisqu'elle conforte d'autres leviers de la puissance américaine et permet aux Etats-Unis de définir et d'imposer les règles du jeu à leur guise, se libérer de toute contrainte, accroître leur liberté d'action, multiplier leur choix, et procéder à des changements tactiques sans toucher au stratégique à long terme.

La posture militaire américaine : rétrospective historique

Au cours de la période antérieure à la seconde guerre mondiale, les forces américaines en service actif avaient tendance à être relativement faibles. Une tendance attribuable à une combinaison de facteurs notamment les contraintes budgétaires et l'aversion au maintien de forces militaires permanentes importantes. Avant 1898, les Etats-Unis ne déployaient presque pas de forces terrestres en temps de paix en dehors du territoire devenant la zone continentale, sauf pour les quelques forces symboliques en Alaska après son achat. Depuis, l'évolution de la présence militaire fût radicale. Et si la « splendide petite guerre » avec l'Espagne a entraîné l'acquisition d'un certain nombre de colonies et consacra le contrôle des Etats-Unis sur les possessions espagnoles dans le Pacifique et les Caraïbes⁽²⁸⁾, force est de constater qu'ils ont poussé leur pénétration économique beaucoup plus loin ; elle s'étendait à presque tous les centres miniers de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud, à tous les gisements de pétrole et à tous les services publics manquant de fonds. Finalement, l'intervention américaine est devenue la règle pour promouvoir les intérêts privés américains. Ces intérêts commerciaux impériaux à l'étranger ont été générés par la crise

économique de la fin du XIX^{ème} siècle, lorsque la production excédentaire a conduit à un appel à la concurrence dans les marchés étrangers et à l'ouverture du marché américain aux étrangers.

Après 1945, « la présence avancée » était largement un produit de la reconstruction de l'Europe et l'Asie. Si elle a commencé à diminuer dans les années quarante avec la démobilisation d'après-guerre, la dimension mondiale de l'armée américaine est restée intacte (selon un recensement, en 1955, les Etats-Unis comptent 450 bases dans 36 pays). En effet, les Etats-Unis ont été une superpuissance économique et militaire, avec une posture militaire mondiale. Les coûts en capital de ce réseau sans précédent de bases s'élevaient à 13 milliards de dollars, une somme stupéfiante en 1945⁽²⁹⁾. A son tour, cette présence militaire mondiale a fourni le nerf de la montée de l'hégémonie mondiale des Etats-Unis. Comme les planificateurs militaires cherchaient à éviter une démobilisation dramatique avant même leur entrée officielle en guerre, dans les coulisses, on préparait le « deuxième moment d'ambitions mondiales » avec l'annonce par Franklin Roosevelt d'un « nouvel ordre mondial ». Son programme, à l'instar des « quatorze points » de Wilson, avançait l'idée (aussi vieille que la nation elle-même) d'un engagement américain fondamental pour soi-disant montrer à l'humanité la voie à la liberté. Il a assumé avec impatience le rôle du principal avocat et défenseur de la démocratie à un moment où, en Occident, de tels sentiments étaient nettement démodés. Mais seulement en apparence car il était en fait un politicien d'une telle habileté qu'il pourrait soutenir les Alliés pendant la guerre contre Hitler et réclamer leur gratitude, tout en remodelant le paysage d'après-guerre au profit des intérêts américains⁽³⁰⁾. Après tout, les dirigeants de l'Europe occidentale n'avaient pas le choix que d'accepter le leadership des Etats-Unis qui ont fourni, en échange, un ordre financier et commercial international, et un système de sécurité et de défense de conception américaine.

Ainsi, « dans la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, il a fallu un engagement d'une défense avancée, des déploiements militaires avancés et une reconnaissance de la leçon des années 1930 que la paix et la sécurité viennent seulement de la vigilance et de la préparation. Cette stratégie a été décrite comme une stratégie d'endiguement de l'expansionnisme soviétique. Son but n'était pas la division du monde en deux sphères d'influence américaines et soviétiques, mais, au contraire, favoriser la réémergence de centres indépendants de puissance en Europe et en Asie »⁽³¹⁾ mais impérativement sous le leadership américain. De cette façon, les États-Unis ont été en mesure d'imposer leurs règles sur le système international et la conception d'un système de défense rentable et efficace. Dans ce cadre, les États-Unis ont créé un réseau d'alliances bilatérales et multilatérales (OTAN, OTASE, le CENTO, ANZUS) qui bordaient le bloc soviétique. En même temps, ils ont créé un système économique international à travers une série d'accords, de programmes d'aide pour leurs alliés, et d'organisations économiques (comme la conférence de Bretton Woods, le plan Marshall et l'OCDE respectivement) dont la création a contribué au renforcement de la coalition occidentale, à l'effondrement de l'Union soviétique et, enfin, à la mainmise des États-Unis sur le système mondial.

Militairement, la guerre froide a fourni aux États-Unis les raisons d'augmenter leur présence militaire avancée à compter de 1950. Hormis quelques brèves périodes, la présence à l'étranger n'a jamais cessé d'être renforcée de manière quasi constante jusqu'à la chute du Mur de Berlin. À l'aide d'un modèle parfaitement réfléchi selon un axe Est-Ouest autour de la périphérie du bloc sino-soviétique et grâce à une politique d'engagement basée sur un système complexe d'alliances, d'accords et d'arrangements bilatéraux/multilatéraux, les Américains ont construit des structures mondiales de bases avec les États clients idéologiquement favorables, soutenues par la protection et la fourniture de sécurité ; l'assistance de sécurité expansive (principalement par le

biais des transferts d'armes) ; les aides économiques aux pays d'accueil (y compris allègement de la dette, crédits et augmentation de la coopération industrielle de défense). C'est ainsi que Washington a établi (en s'appuyant parfois sur les vestiges de l'Empire britannique) des bases un peu partout à travers le monde (Islande, Norvège, Royaume-Uni, Allemagne de l'Ouest, les Açores, Maroc, Libye, Espagne, Italie, Grèce, Turquie, Iran, Diego Garcia, Thaïlande, Singapour, Australie, Taiwan, Japon, Corée du Sud et ailleurs). En 1985, au plus fort de ce conflit, Washington avait 358.000 militaires déployés en Europe, 125.000 en Asie de l'Est, et 9.000 dans le golfe Persique. Ces efforts visaient la suprématie mondiale, l'endiguement, le contrôle des Etats satellites et l'accès à l'énergie. Des tentatives ont aussi été faites pour renforcer les lignes de communication stratégique de chaque alliance tout en affaiblissant celles des autres.

Dans un sens, « c'est la conviction des Etats-Unis que les intérêts de la sécurité nationale les plus essentiels seraient en danger si un État hostile ou groupe d'États allait dominer l'Eurasie [...] désignée comme l'*heartland* du monde. Nous avons mené deux guerres mondiales pour empêcher que cela se produise. Et, depuis 1945, nous avons cherché à empêcher l'Union Soviétique de capitaliser sur son avantage géostratégique de dominer ses voisins en Europe occidentale, l'Asie et le Moyen-Orient. [...]. Chaque administration, depuis la Seconde Guerre mondiale, a approuvé l'idée que les Etats-Unis, en partenariat avec leurs alliés, doivent empêcher l'Union soviétique de dominer ces grandes concentrations de puissance industrielle et de capacités humaines qui sont l'Europe de l'Ouest et de l'Est Asie » ⁽³²⁾. Cet engagement est indispensable car « beaucoup de nos plus proches amis et alliés et d'importants intérêts économiques et politiques sont très éloignées des États-Unis [...] Pour la grande partie de ce siècle, les États-Unis ont jugé d'un intérêt vital d'empêcher toute puissance ou groupe de puissance hostile de dominer la masse continentale eurasiatique. [Si] cet intérêt

demeure »⁽³³⁾, il convient de noter que la fin de la guerre froide a considérablement modifié le paysage de sécurité qui a façonné la posture de défense en avant des Etats-Unis qui joue un rôle crucial dans leurs relations extérieures, grande stratégie et maintien de leur primauté.

Mais, pour les deux sénateurs K. Hutchison et D. Feinstein, « le concept de la guerre froide guidant la présence à l'étranger des forces américaines est obsolète. Pourtant, le nombre, la structure et la portée de nos bases à l'étranger sont encore en grande partie alignées sur la menace d'agression soviétique » c'est-à-dire axés sur les lignes de front de la guerre froide. Comme les « 'bottes sur le terrain' en Europe et en Asie » « ont été principalement conçues pour combattre sur place »⁽³⁴⁾, l'environnement post-bipolaire exige nécessairement une expansion de la frontière stratégique vers le Sud. L'invasion du Koweït par l'Irak en 1990 a probablement fourni l'impulsion -un peu comme lorsque la Corée du Nord a envahi le Sud- qui a consolidé la notion des futures menaces potentielles du Sud. De cette façon, les Américains cherchaient à mettre à jour les deux importants héritages de la guerre froide qui contribuent au commandement américain des espaces communs (les bases et la structure de commandement) qui sont interdépendants et source fondamentale de la puissance américaine. Alors que les capacités militaires sont essentielles à leur hégémonie, la maîtrise des espaces communs est sécurisée par la structure des bases américaines dans le monde entier et la capacité de la diplomatie américaine à mobiliser d'autres sources de la puissance américaine pour sécuriser des bases supplémentaires et les droits de survol au besoin.

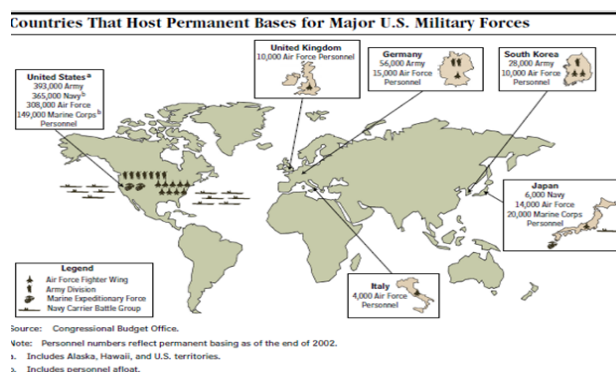
Le réexamen de la posture mondiale de défense

Au début des années quatre-vingt-dix, les forces américaines stationnées à l'étranger ont été considérées comme des lignes de front de la guerre froide. Pendant cette décennie, Washington a fermé ou remis aux gouvernements hôtes environ 60% de ses installations mili-

L'engagement militaire américain dans le monde : Quelles implications pour la paix et la sécurité mondiales ?

taires à l'étranger tandis que près de 300 000 militaires sont entrés au pays. Jusqu'à Bush fils, la présence militaire américaine dans le monde entier n'a pas été complètement revue. La plus grande innovation pendant cette décennie, l'accumulation des forces au Moyen-Orient autour de l'Irak, fut essentiellement axée sur les bases en Arabie saoudite. En même temps, le président Clinton a initié des liens militaires avec le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, la Géorgie et l'Azerbaïdjan, a construit la capacité des Etats-Unis pour intervenir dans la zone du Golfe Persique/ Mer Caspienne. Cette expansion de l'engagement militaire avec les Etats d'Asie centrale a été considérée comme un mécanisme clé pour favoriser leur intégration dans les institutions politico-militaires occidentales, institutionnaliser les relations de coopération avec l'armée américaine ce qui permet d'exclure en même temps d'autres puissances régionales comme la Russie, l'Iran et la Chine. C'était une manière de pousser leur frontière stratégique vers l'Est et acquérir plus de profondeur stratégique. Donc, c'est le travail de Clinton, grâce à l'engagement militaire élargi, qui a rendu possible le succès initial de M. Wolfowitz et M. Rumsfeld en Irak en 2003.

Figure 2 : La présence militaire américaine dans le monde avant le réexamen de 2004



Source: The Congressional Budget Office study, *Options for Changing the Army's Overseas Basing*, Congressional Budget Office, The Congress of the United States, mai 2004, p. x. <http://www.cbo.gov/sites/default/files/cbofiles/ftpdocs/54xx/doc5415/05-03-armyobasing.pdf>.

Alors que la doctrine de l'endiguement évolue, les premières années post-guerre froide « ont vu une série d'événements, de précédents, de décisions successives et de justifications politiques donnant naissance à une nouvelle doctrine de politique étrangère américaine. A l'instar de l'endiguement qui a ouvert la croisade contre le communisme, la nouvelle stratégie d'interventionnisme était incomplète dans ses premières expressions, mal pensée dans ses implications et ses instruments choisis. De nombreux analystes pariaient sur l'ONU qui serait désormais en mesure de remplir ses fonctions de sécurité collective prévues initialement. Mais ni celle-ci ni les États-Unis n'ont la volonté ou les ressources nécessaires pour apporter la paix. En clair, bien que cette nouvelle doctrine demeure embryonnaire, quelques facettes importantes sont visibles et laissent à penser que les États-Unis, loin de se tourner vers l'intérieur, pourraient prendre sur eux-mêmes plus de croisades, le rôle interventionniste dans les affaires mondiales. L'engagement vers le Sud était évident pour la *Commission on Intergated Long-Term Strategy* qui appelait à réorienter la politique militaire américaine à la périphérie de l'OTAN et les régions vitales pour les intérêts américains dans le Tiers-Monde⁽³⁵⁾.

En d'autres termes, pour que la stratégie américaine ait sens, elle doit être fondée sur les tendances dans le Tiers-Monde qui augurent un avenir sombre⁽³⁶⁾. Cela signifie que les frontières stratégiques de l'Occident doivent être reculées autant que possible vers le Sud jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de Sud. C'est une question de frontière au même sens que les premiers colons l'ont envisagée et établie⁽³⁷⁾. La tâche de l'Amérique consiste à « refouler les indiens » pour faire régner la loi et l'ordre⁽³⁸⁾. Selon cette perspective, « la connexion posée entre la sécurité et l'interdépendance économique exige des États-Unis d'imposer l'ordre dans, et le contrôle sur, le système international. Pour ce faire, ils doivent sans cesse élargir la portée géographique de leurs responsabilités stratégiques pour assurer la sécurité de leurs intérêts déjà établis. Le résultat est l'expansion continue des frontières de l'Amérique de l'insécurité dans les régions périphériques ». Comme l'indique le politologue Robert H. Johnson, ce processus devient autonome car à

chaque fois que les Etats-Unis poussent leurs intérêts de sécurité vers l'extérieur, les menaces à la nouvelle frontière de sécurité vont être appréhendées »⁽³⁹⁾. Dans ce cas, « les limites de l'expansion sont définies par leur puissance »⁽⁴⁰⁾. Mais comment justifier l'interventionnisme américain dans le nouvel contexte ?

Le schème de la menace du Sud, une vision formatée du monde, résulte d'une tentative exagérée sinon désespérée de cerner la nouvelle réalité internationale via une approche simplificatrice et antagoniste. Le Sud comme une menace est le fruit de la conjugaison de multiples facteurs combinés à l'absence d'ennemi majeur et les tentatives d'en construire un. Pour qu'il y ait une « menace du Sud », il faut « qu'il y ait un Sud, qu'il ait une volonté de nuire, qu'il en ait la capacité »⁽⁴¹⁾. Ne coïncidant pas avec la définition militaire de la menace qui est « une intention hostile provenant d'une entité politique clairement définie »⁽⁴²⁾, la menace du Sud sous cet angle relève tout bonnement d'une histoire biaisée – un simplisme déguisé en raffinement. Décrire les défis principalement politiques et socio-économiques du Sud comme une menace est lié à l'approche militarisée des Etats-Unis. « Plus les canons sont nombreux, plus ils ont tendance à tirer vite, tous seuls », disait Bismarck⁽⁴³⁾. L'Amérique tend en effet à *décrire le monde en fonction de l'outil de défense à sa disposition et non en fonction de la réalité*. Lorsqu'ils étaient dans les années 1970 « menacés sur le terrain de la production, les Etats-Unis répliquèrent en affirmant leur hégémonie au moyen de la finance »⁽⁴⁴⁾. Ensuite, menacés sur le terrain de la finance, ils affirment la puissance militaire.

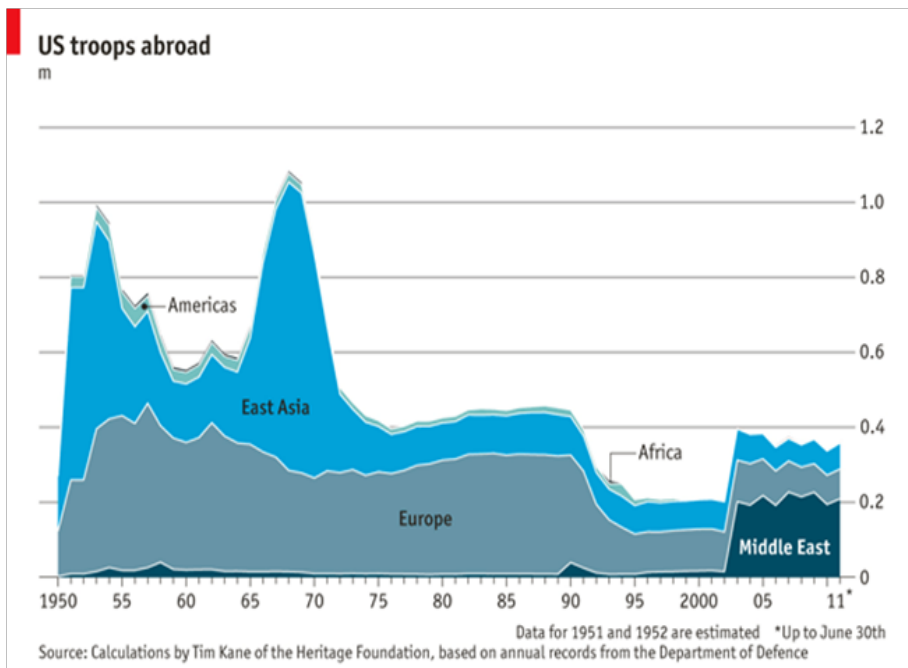
Corollairement, un processus de construction d'une menace(s) de Sud(s), structurant les représentations américaines, s'est greffé au discours politico-stratégique. En médecine, la réussite d'une greffe nécessite certaines conditions, et il en est pareil quant à la pertinence et traduction de ce discours dans une stratégie cohérente de moyens combinés à des objectifs clairs. Au cœur de cette stratégie, il y a volonté

d'acquérir impérativement une « profondeur stratégique » mondiale et agir pour façonner le paysage de sécurité. Ainsi, en raison de l'absence de vraies menaces, le nouvel discours a explicitement mis l'accent sur le chaos et l'incertitude du paysage émergent et c'est facile de comprendre pourquoi. Les planificateurs militaires ont tempéré les visions du chaos mondial en affirmant que c'est l'incertitude et la difficulté de prévoir le contexte de sécurité qui nécessite une stratégie de projection de puissance basée sur la présence vers l'avant. La logique est simple : la difficulté de savoir où, quant et à quelles fins stratégiques les forces américaines seront engagées exige une portée mondiale. Et comme l'avenir ne peut être prédit, les Etats-Unis doivent créer l'avenir. Aux fins de planification, l'incertitude peut être aussi bonne que le chaos. À certains égards, c'est encore mieux, puisque (comme le notent les documents officiels) le chaos exige de l'armée de maintenir des capacités pour répondre à toutes les menaces. Tandis que l'incertitude exige une domination mondiale, le chaos nécessite la domination de l'ensemble du spectre du conflit ; être en mesure de mener toute la gamme des opérations militaires (du combat au maintien de la paix) partout dans le monde assez rapidement.

Le gouvernement américain a élargi la présence militaire à travers une variété de mécanismes. Bien que l'idée de la restructuration de l'armée américaine fût en cours depuis des années, ce n'est qu'en août 2001 que le plan a officiellement été initié. Sous l'impulsion du 11 Septembre, le DoD a lancé un réexamen complet des endroits où les troupes seront envoyées et la manière dont elles vont être déployées dans l'avenir (voir les cartes 3 sur l'évolution de la présence militaire depuis 1950 selon les régions). La croyance du Pentagone est que la posture de la présence n'était pas en mesure de prédire les intentions des adversaires, d'où la nécessité d'un regard neuf sur la posture des bases dans le monde. Cette initiative coïncide aussi avec la conviction du président américain Georges W. Bush qu'il est personnellement un agent

de changement, et heureux d'y contribuer. En 2004, son administration a annoncé ce qui était décrit comme une « révolution » ou le processus de restructuration le plus profond de la présence militaire américaine à l'étranger depuis que les principaux éléments de cette posture ont été fixés en 1953 quand la guerre de Corée a pris fin. Le nouveau plan intitulé l'*Integrated Global Presence and Basing Strategy* (ou IGPBS) a finalement été dévoilé publiquement en août 2004. Dans la version non classifiée -« *Strengthening US Global Defense Posture* »- le DoD a défini les principes clés qui devraient fonder la stratégie décrivant les ajustements à apporter à la posture de présence.

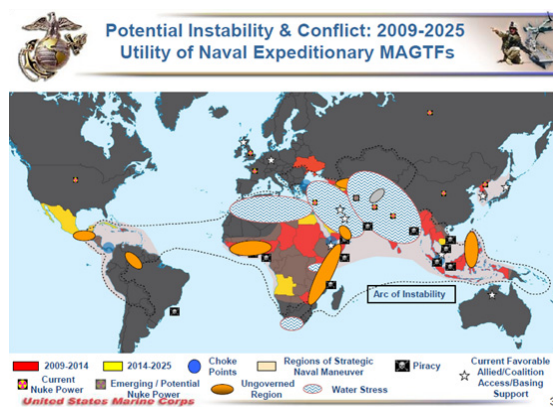
Figure 3: Source; “American troop deployments », *The Economist*, 21 octobre 2011



En vertu de ce plan, l'Union soviétique a été remplacée par la priorité stratégique accordée à l'« arc d'instabilité » (figure 4), d'où un réalignement des ressources, des missions et de la posture militaire pour prendre le contrôle stratégique de cet arc grâce à une présence mi-

litaire élargie dans et à ces théâtres. Dans le même temps, l'armée doit renoncer à son approche des grandes bases pour recourir à des installations plus austères dans le Sud. Dans la QDR-2001, le DoD a adopté une approche fondée sur les capacités selon laquelle l'armée américaine doit, étant donné l'incertitude généralisée de l'environnement de sécurité, être opérationnelle et prête à répondre avec agilité et souplesse aux défis mondiaux inattendus. Les préoccupations opérationnelles et tactiques ont conduit ce réalignement dans le but de rendre les forces avancées capables de défaire rapidement les objectifs militaires et politiques d'un adversaire avec un renfort modeste. Cela a donné lieu à un changement fondamental dans la façon dont les forces américaines sont déployées au sens où les « militaires » américains, selon l'ancien président G. Bush, « doivent être prêts à frapper à tout moment dans n'importe quel recoin du monde ». L'un des principaux objectifs de ce changement de l'empreinte mondiale américaine était de mettre en œuvre la nouvelle force susceptible de réunir les conditions pour assurer la paix ; une force expéditionnaire « *immediately employable* » et « *rapidly deployable, employable, and sustainable throughout the global battlespace* »⁽⁴⁵⁾.

Figure 4: United States Marine Corps, Every Clime & Place... The Maritime Global Commons



http://www.ndia.org/meetings/9850/Documents/USMC_101.pdf (Cette représentation est très répandue parmi la communauté stratégique et les planificateurs militaires

et est reprise dans de nombreux documents officiels. Lorsqu'ils utilisent l'« arc d'instabilité », ses frontières sont celles telles que définies dans cette carte. Mais chacun utilise le concept d'« arc d'instabilité » selon sa compréhension).

La stratégie des « feuilles de nénuphar »

L'argument central est que la guerre mondiale contre le terrorisme (en combinaison avec d'autres circonstances géopolitiques) a conduit à des changements importants dans la stratégie de sécurité et de défense des États-Unis. L'objet des stratégies de la défense est de s'éloigner progressivement de l'Europe pour se déplacer vers l'Asie, mais avec une couverture plus grande. Aux termes de ce réexamen, de nouvelles installations et bases permanentes furent envisagées, mais la guerre en Irak et en Afghanistan a compliqué les plans initiaux. Ainsi, tout en exploitant les avancées technologiques permettant plus d'efficacité en matière de projection de puissance dans toutes les régions du monde, le Pentagone a opté pour une posture « expéditionnaire » (en contraste avec la posture de « garnison » de la guerre froide) et un nouveau paradigme de présence appelé stratégie des « feuilles de nénuphar ». L'expression fut inventée par le général James Jones pour décrire le concept de « tremplin » de « points de départ vers ». D'autres y font référence comme des postes frontières, bases de départ le long du périmètre de sécurité des États-Unis. Quel que soit le nom qu'on leur donne, les nouvelles installations constituent une évolution de la posture militaire mondiale des États-Unis qui vise à placer les forces américaines tout près des zones de conflit en Afrique du Nord, au Moyen-Orient et en Asie centrale. Sont typiques de cette approche, les efforts de quête de nouvelles installations en direction de la Roumanie, la Bulgarie, le Camp Bondsteel au Kosovo, l'Eagle Base en Bosnie-Herzégovine et Manas Air Field dans le Kirghizistan.

La pierre angulaire de cette stratégie du « nénuphar » est basée sur la recherche d'accords militaires bilatéraux avec de nombreux pays en développement et disposer de nombreux types de bases et d'accords

offrant le maximum de flexibilité pour mener les opérations militaires. Le plan est simple: au lieu de concentrer leurs troupes et équipements dans quelques endroits, les États-Unis diminueront le nombre des grandes bases bien équipées et augmenteront le nombre des petites bases dans plus d'endroits. En 2007, des accords militaires formels ont été signés avec 93 pays, et cela, conformément à la logique où « la mission détermine la coalition » et où souplesse, rapidité et mobilité sont les maîtres mots. Le recours à la technique bilatérale présente à ce titre d'incontestables avantages, en termes de liberté d'action, qu'un arrangement de sécurité et de défense collectif comme dans le cadre de l'OTAN, par exemple. C'est ce que Washington tente de réaliser actuellement avec l'Afghanistan⁽⁴⁶⁾. Le processus de *Base Realignment and Closure* (BRAC) de 2005 (à travers une réorientation vers l'Est) était un effort de la part des États-Unis pour construire des coalitions en dehors de l'Europe occidentale. Ce changement significatif vers l'Europe de l'Est reflète une quête de « coalitions de volontaires » plutôt qu'une Alliance Atlantique unie ⁽⁴⁷⁾. Alors qu'autrefois considéré comme multiplicateur de force, désormais, le système traditionnel d'alliances américain composé de 100 traités formels et d'engagements de sécurité ne fait que les ralentir et réduire leur liberté d'action et de mouvement dans un environnement supposé fluide et dangereux. C'est parce que les États-Unis sont à la recherche d'alliances sur mesure que leur système d'alliances de l'après-Seconde Guerre mondiale est en déclin rapide, s'il n'est pas déjà mort⁽⁴⁸⁾.

La logique de la stratégie de nénuphar est simple ; toujours avoir plusieurs endroits à partir desquels des opérations sont menées et cela quelle que soit la situation. Pour cela, le Pentagone a besoin d'être en mesure de se déplacer rapidement dans et à travers les points-pivots stratégiques et les régions éloignées. Selon les spécialistes de la défense, pour être en mesure de mener une campagne de grande envergure, les forces aériennes auront besoin de 15 à 20 bases dans une région impor-

tante et réparties dans plusieurs pays. Ce paradigme envisage des bases principales d'opérations servant de centres, avec des installations associées siégeant en tant que sites temporaires pour les forces américaines pour opérer en appui à des activités militaires régionales. Le réalignement de la posture de défense mondiale combine un réseau d'installations traditionnelles et nouvelles pour améliorer les capacités d'actions mondiales en termes de rapidité et adapter l'empreinte physique des Etats-Unis en fonction des conditions et sensibilités locales. En plus de faire des économies, l'objectif était de réduire la friction avec les pays d'accueil. En clair, la fin de la présence américaine à l'étranger qui, évolue en fonction des circonstances nationales, régionales et internationales, n'est pas pour demain.

La nouvelle stratégie nécessite de petites et variables bases voire de simples scènes mises en avant en équipement dans de nouveaux endroits et différentes régions en attendant l'arrivée de troupes mobiles en cas d'urgence. De façon concise, moins laborieuse, moins lourde, moins statique, moins fixe ; « il s'agit de la nouvelle stratégie américaine d'Empire Lite »⁽⁴⁹⁾, dont l'objectif final est de créer un réseau mondial d'installations nues-désossées expansif selon les besoins. Désormais, l'« évitement » des populations locales, de la publicité et de l'opposition est le nouvel objectif. Les Etats-Unis ont mis au rancart plusieurs de leurs avant-postes dans des « *unsupportive* » comme l'Arabie saoudite et la Turquie et des bases fermées en Europe occidentale où les contraintes environnementales et politiques sont trop exigeantes pour un DoD à la recherche de sa propre version de la liberté -la liberté de planifier et d'exécuter ses plans de guerre sans ingérence des pays « d'accueil ». Bref, « alors que l'empire aujourd'hui désire le contrôle implicite sur les affaires mondiales, il n'a pas besoin d'avoir un contrôle explicite sur des pays entiers. Au contraire, pour projeter sa puissance, il veut des avant-postes isolés et autonomes, stratégiquement situés à travers la planète »⁽⁵⁰⁾. Conçue en ce sens, la nouvelle posture prévoit un

réseau de bases se composant de trois types d'installations se renforçant mutuellement : « *Main Operating Bases* » (MOB) ; « *Forward Operating Sites* » (SOF) et ; « *Cooperative Security Locations* » (CSL).

La typologie des bases militaires

Les MOB sont relativement plus importantes et se situent sur des territoires d'alliés fiables. Avec des forces stationnées en permanence, elles ont des infrastructures robustes et vastes et des dispositions pour renforcer la protection des forces américaines, soutenir un grand nombre de forces et recevoir un nombre encore plus important en temps de crise. Elles forment « une famille de bases » de soutien servant de plaque tournante à des opérations à l'appui de petites bases plus austères. Les exemples incluent la base de Vicence (Italie), Ramstein (Allemagne), Midenhall (Angleterre), Kadena (Okinawa), Camp Humphrys (Corée du Sud). En Europe si des réductions sont envisagées, les experts de la défense notent que 70.000 soldats environ y resteront aux alentours de 2017. Devant l'hostilité des pays du Sud à la présence américaine, il est peu probable que les Etats-Unis se désengagent de l'Europe. Les obstacles politiques à une présence militaire en grand nombre en Afrique et en Moyen-Orient constituent l'un des nombreux arguments en faveur du maintien de la présence militaire américaine en Europe.

Lors du « *Desert Shield/Desert Storm* », 95% des moyens du pont aérien furent acheminés via l'Europe (essentiellement par voie maritime) vers l'Arabie saoudite. Lorsque l'Irak envahit le Koweït, l'armée américaine a été lente pour se déployer dans la région. Initialement, elle était en mesure de déployer rapidement la 82^e division aéroportée, mais n'avait pas de chars, de pièces d'artilleries automotrices et d'autres armes lourdes. Si les responsables militaires étaient frustrés qu'il ait fallu six mois pour déplacer du matériel et des troupes de l'Europe vers le golfe Persique, il aurait fallu beaucoup plus de temps si c'était directement depuis l'Amérique⁽⁵¹⁾. Cela a bien été démon-

tré lors du renversement du régime Kadhafi. Bref, l'une des raisons du maintien des bases américaines en Europe est qu'elles fournissent un appui logistique essentiel pour les forces opérant au-delà des pays d'accueil, qui sont positionnées pour être déployées plus rapidement au Moyen-Orient et en Afrique. Et ce n'est pas le « *Pivot to Asia* » qui changera cette réalité⁽⁵²⁾. En outre, faute de pouvoir disposer d'une légitimité internationale leur permettant d'agir tous seuls en Méditerranée, les Américains ont toujours cherché à associer l'Europe à leurs actions. En plus de fournir un levier pour peser sur les choix stratégiques des Européens, cette présence leur permet de les impliquer politiquement et militairement dans leur politique méditerranéenne.

Les FOS par contre sont des installations plus austères avec une présence militaire limitée. Le personnel militaire devait se déployer dans ces bases pour un service temporaire (un an ou moins, non accompagné par sa famille). Ces lieux de stockage et de prépositionnement d'équipement ne peuvent accueillir qu'un petit nombre de forces en rotation mais devraient être en mesure de soutenir rapidement des opérations menées par les MOB. Comme des installations « évolutives » destinées à être utilisées en rotation, les FOS constituent des bases de rechange extensibles qui pourraient être élargies en fonction des besoins. En plus d'être en mesure de soutenir une gamme d'activités militaires dans un « court délai », les FOS représentent des foyers de formation bilatéraux et multilatéraux. Les exemples incluent l'Al Udeid Air Base (Qatar), l'installation portuaire de Sembawang (Singapour), la base aérienne de Soto Cano (Honduras). Ce type d'installations peut être trouvé dans des pays comme le Kirghizistan, les Philippines, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie, la Bulgarie, etc. Dans ce cadre, les États-Unis avaient prévu d'initier leurs forces périodiquement aux installations militaires bulgares et roumaines situées stratégiquement le long de la mer Noire, qui pourraient être utiles en cas d'imprévus au Moyen-Orient.

Le troisième niveau est constitué par des sites de matériels pré-positionnés ou des accords de facilité d'accès. En Asie/Moyen-Orient/Afrique, Washington a cherché à étendre sa présence non permanente en développant un réseau de CSL qui seraient utilisés pour poursuivre la guerre contre le terrorisme et à des fins d'urgence. Ces divers « CSL » seraient susceptibles d'être gérés par le pays hôte et n'hébergent pas les forces américaines tout le temps. Ils appartiennent aux gouvernements hôtes et peuvent être visités et inspectés par les États-Unis et élargis en fonction des besoins. Au-delà de l'accès régional en cas de crises, les CSL devraient permettre aux forces américaines de s'entraîner avec des alliés locaux et participer à des activités de coopération, telles que les opérations de secours ou de maintien de la paix –améliorant ainsi le contact de militaires à militaires. Souvent, ces nouveaux accords d'accès sont « transactionnels ». Par exemple, en échange de l'accès américain à la base aérienne Karshi-Khanabad (située à moins de 100 miles de la frontière afghane), Washington a fourni à l'Ouzbékistan 120 millions de dollars de matériel militaire et de surveillance et autres formes d'aide économique et de la sécurité (82 millions de dollars pour les forces de sécurité intérieure, 15 millions de dollars pour les dépenses liées à l'exploitation des bases, des crédits bancaires import-export et diverses formes de formation militaire)⁽⁵³⁾.

Les CSL traduisent un large éventail d'installations avec ou sans présence, mais fournissent un accès d'urgence et servent de points focaux pour les activités de coopération de sécurité. Ce type d'installations est favorisé dans les régions dites austères, au-delà du littoral qui nécessite les forces aériennes. Appelés aussi des points d'assistance d'urgence, les CSL jouent un rôle central dans les régions où la présence américaine n'est pas acceptée. Le contre-amiral William H. McRaven a noté que les programmes de formation antiterroriste (impliquant généralement des unités de 10 à 15 personnes seulement et passant quelques mois en Afrique) sont conçus pour éviter une présence militaire mas-

sive. Il a toutefois reconnu que « certains pays restent quelque peu préoccupés par une trop manifeste présence américaine dans la région ». « Mais la nature des forces d'opérations spéciales est que nous pouvons entrer avec une empreinte très faible. Nous pouvons le faire sans beaucoup de visibilité »⁽⁵⁴⁾. Le bon exemple est Dakar (Sénégal) où l'Armée de l'Air a négocié l'atterrissage d'urgence, la logistique, etc. et qui a servi dans les opérations au Libéria en 2003. Une douzaine de bases aériennes de ce type ont été établies en Afrique depuis la création d'Africom en 2007⁽⁵⁵⁾. Central dans la posture américaine en Afrique, le Camp Lemonnier, en raison de son emplacement stratégique sur la Corne de l'Afrique, est une plaque tournante pour les vols d'espionnage dans la région. Il constitue le cœur de la « nouvelle route des épices » -un terme utilisé de manière informelle par certains militaires spécialistes de la logistique pour décrire le système de transport intra-théâtre, les expéditions terrestres principalement en provenance de Djibouti, qui fournit un soutien logistique pour les activités militaires américaines en Afrique. Le réseau est officiellement appelé le Réseau de distribution de Surface d'Africom.

Aux yeux de l'équipe Bush, des dynamiques régionales dans plusieurs théâtres peuvent créer l'insécurité mondiale, mais le Moyen-Orient et l'Asie du Sud sont les plus susceptibles de déclencher une instabilité générale. L'élaboration des propositions qui découlaient de l'IGPBS fut largement axée sur un réalignement autour de trois régions : réajuster la présence en Europe en quittant les structures de la guerre froide ; réformer la posture dans l'Asie-Pacifique en mettant l'accent sur les capacités essentielles pour assurer les Alliés, dissuader des concurrents, décourager les agresseurs sinon les défaire le cas échéant ; développer la flexibilité et la diversité opérationnelle pour composer avec l'incertitude de « l'arc d'instabilité ». Cette stratégie a pris un tour « corbettien » comme elle prévoit deux points de concentration ; l'Asie du Nord et le Golfe Persique. En plus de l'importance stratégique des

deux régions, les contraintes financières y étaient déterminantes. Le CBO était clair sur ce point dès 2004. Sans un tel réajustement de la présence américaine, il est peu probable de réaliser de véritables économies annuelles et d'assurer l'efficacité opérationnelle des forces américaines ⁽⁵⁶⁾. L'équipe Obama a maintenu la même approche que la précédente avec une concentration explicite sur l'Asie-Pacifique. Si les guerres en Irak et en Afghanistan ont bouleversé les plans initiaux de l'Administration Bush, il était temps de se les réapproprier avec le retrait de ces deux théâtres.

Avant le 11 Septembre, la stratégie américaine était axée sur les grandes puissances. D'ailleurs, si ostensiblement fondée sur le principe de l'incertitude, la QDR-2001 se focalise implicitement sur la certitude d'une future compétition militaire avec une Chine émergente. Ce qui a été recherché à travers le maintien de bonnes relations avec les grandes puissances était l'exploitation minutieuse d'une « pause stratégique » dans les rivalités militaires et l'occasion de faire un saut en avant dans les capacités militaires américaines ⁽⁵⁷⁾. Rares les documents qui ne mentionnent pas Pékin comme un rival/défi. « Parmi les grandes puissances émergentes, [c'est] la Chine [que la QDR-2006 cite comme le pays qui] a le plus grand potentiel de rivaliser militairement avec les Etats-Unis » surtout que « le rythme et la portée de renforcement des capacités militaires de la Chine mettent déjà les équilibres militaires régionaux à risque ». Egalement, parmi les quatre pays spécifiquement mentionnés dans la stratégie de défense nationale de 2008, seulement deux ont été projetés d'avoir des capacités de « *peer* » ou « *near-peer* », une Chine émergente et une Russie renaissante. La Chine, dit le rapport, « est un Etat ascendant avec le potentiel de rivaliser avec les Etats-Unis. Pour l'avenir prévisible, nous aurons besoin de se prémunir contre la modernisation militaire croissante de la Chine et l'impact de ses choix stratégiques sur la sécurité internationale ». Plus important, l'IGPBS était irréversible car, en contraste avec la stratégie de sécurité nationale qui peut changer d'une administration à une autre, initier des

changements et des ajustements majeurs de la posture mondiale de défense est un processus beaucoup plus difficile et de longue haleine. Une fois décidés, les ajustements aux postures de défense des États-Unis se sont révélés être assez durables pour des dizaines de décennies.

Asie-Pacifique versus « Arc d'instabilité »

Peu de temps après l'entrée en fonction d'Obama, en février 2009, Dennis C. Blair informa le Sénat sur l'attention particulière que requiert « la grande région du Moyen-Orient à l'Asie du Sud »⁽⁵⁸⁾. Et dès 2010, la Stratégie de sécurité nationale appelait à un approfondissement des relations en Asie et un plus grand rôle américain dans l'architecture multilatérale de la région. Cette réorientation géographique a été « codifiée » deux ans plus tard par et dans la « *Sustaining US Global Leadership: Priorities for 21st Century Defense* ». En plus d'élargir les partenariats dans toute la région Asie-Pacifique et d'investir dans les capacités nécessaires pour maintenir l'accès à la région, ce document a également appelé à une présence continue au Moyen-Orient, une posture évoluée en Europe, et des approches à faible empreinte en Afrique et en Amérique du Sud. Depuis sa publication, les hauts dirigeants continuent à affirmer et opérationnaliser ce rééquilibrage. En juin 2013, le secrétaire à la Défense Chuck Hagel réaffirmait le rééquilibrage vers l'Asie et que les futurs plans doivent souligner que « les États-Unis continueront à mettre en œuvre le rééquilibrage et prioriser notre posture, activités et investissements dans la région Asie-Pacifique ». En même temps, il a pris soin de noter que « le rééquilibrage vers l'Asie-Pacifique n'est pas un retrait d'autres régions du monde »⁽⁵⁹⁾.

La redécouverte de l'Asie⁽⁶⁰⁾, c'est d'abord le renforcement de la présence militaire des États-Unis dans la région : plus de visite de l'*US Navy* dans les ports asiatiques, plus d'exercices navals conjoints et plus de coopération multilatérale militaire. Environ 60% de leurs sous-marins nucléaires, six de leurs 11 porte-avions et les troupes retirées d'Afghanistan seront redéployés en Asie-Pacifique où la stratégie amé-

ricaine s'appuie sur un réseau d'alliés (Japon, Corée du Sud, Australie, Thaïlande, Philippines) et d'amis (Inde, Indonésie, Vietnam, Singapour). Comme premiers symptômes, la hausse des dépenses militaires. A la fin de 2010, le Japon a révisé ses lignes directrices de défense, établissant des plans pour l'achat de cinq sous-marins, trois destroyers, douze avions de chasse, dix avions de patrouille et trente-neuf hélicoptères. La Corée du Sud et le Vietnam ont prévu d'acquérir chacun un sous-marin. La Malaisie ne fait pas exception avec une augmentation de 722% de ses importations d'armes entre 2005 et 2009 par rapport aux cinq ans précédant cette période. Le Singapour, qui prévoit d'acquérir deux sous-marins, fait partie des 10 principaux importateurs d'armes au monde –avec une hausse de 146% pour la même période. L'Australie prévoit de dépenser environ 279 milliards de dollars au cours des 20 prochaines années sur de nouveaux destroyers, sous-marins et avions de combat. Ensemble, ces efforts représentent une accumulation simultanée des armes de pointe dans la région Asie-Pacifique sur une échelle et à une vitesse spectaculaires.

Si l'Amérique peut compter sur un réseau d'alliés/amis qui préfère l'hégémonie américaine à la domination chinoise, la situation est un peu différente au Sud de la Méditerranée. En plus d'être le centre de gravité de nombreux intérêts américains et à l'inverse de l'Europe de l'Est où de nombreux facteurs ont facilité l'engagement américain, « le Moyen-Orient reste la seule région dans le système de sécurité mondiale des Etats-Unis où les pays d'accueil ont gardé les forces américaines à bout de bras et résisté avec succès à un déploiement permanent. Les Etats-Unis ont rencontré une plus grande résistance au déploiement permanent de ses troupes au Moyen-Orient plus que dans toute autre région où ils ont tenté d'établir des bases avancées » ⁽⁶¹⁾. Mais le 11 Septembre et les révoltes arabes ont offert l'occasion d'atteindre ces objectifs anciens. Le Pentagone avait depuis longtemps des plans « pour renforcer la présence militaire américaine » notamment « envoyer plus

de navires de guerre dans les eaux internationales dans la région ». Si l'Iran (le seul pays de la zone de responsabilité du CENTCOM sans bases militaires américaines et un Etat non client) est explicitement visé, « l'Administration cherche également à étendre les liens militaires avec les six pays du Conseil de coopération du Golfe ». Selon le Pentagone, la présence militaire américaine élargie dans la région est destinée à servir comme une « *quick-reaction and contingency force* »⁽⁶²⁾.

Pourtant, le déploiement vers l'avant engendre de nombreux dilemmes. Bien que la présence avancée puisse permettre une réponse plus rapide avec une grande force, les coûts économiques et politiques du maintien d'une présence régionale à grande échelle ne sont pas négligeables. La poursuite d'un tel effort n'est pas sans risque. Il est même contreproductif comme le reconnaît *The Defense Science Board 1997* ou *The Iraq Study Group Report* en 2006. Dans ce dernier, James A. Baker et Lee H. Hamilton indiquent que leur recommandations de retirer les forces américaines de l'Irak reflète « un consensus national croissant que nos militaires ne peuvent pas réprimer la violence là-bas et peuvent même aggraver la situation ». Simultanément, ils sont pour le maintien d'« une présence militaire considérable dans la région » y compris d'« énormes déploiements aériens, terrestres et navals au Koweït, au Bahreïn et au Qatar ». De hauts dirigeants, y compris D. Rumsfeld et Hillary Clinton, voulaient renforcer leurs forces autour du Golfe en déplaçant leurs troupes de l'Irak vers les pays voisins où Washington garderait environ 40 000 soldats selon L. Panetta. En même temps, une nouvelle formule de présence a été préconisée pour surmonter l'opposition irakienne; remplacer les militaires par l'envoi de 17 000 civils par le Département d'Etat.

Le rapport du Sénateur J. Kerry est la meilleure illustration. Alors que le rééquilibrage vers l'Asie a été déjà décidé, il exige que « les Etats-Unis devraient tirer parti de leur position stratégique » et ne pas « annuler les garanties de sécurité ou l'aide en réponse aux vio-

lations des droits de l'homme, mais doivent évaluer chaque cas ». Ils « devraient chercher à rester un élément central du cadre de sécurité » de la région à travers les initiatives multilatérales et le renforcement des relations bilatérales. Dans ce contexte, « les Etats-Unis doivent façonner soigneusement leur présence militaire afin de ne pas créer une réaction populaire, tout en conservant la capacité de protéger la libre circulation des ressources naturelles essentielles et de fournir un contrepoids à l'Iran. Les déploiements américains antérieurs en Arabie saoudite et en Irak ont généré une violente opposition locale ». Pour éviter d'être mal interprétés ou présentés comme une puissance « occupante », les « Etats-Unis devraient préserver le modèle des bases de *'lily pad'* dans tout le Golfe, ce qui permet l'escalade rapide de la force militaire en cas d'urgence ». En fait, le rapport explique comment Washington va maintenir ses principales bases/troupes militaires présentes dans toute la région et la façon de surmonter les défis à sa domination –c'est vital comme la région est le centre énergétique mondial⁽⁶³⁾.

L'engagement militaire américain s'est intensifié dans l'arc d'instabilité alors même que le rééquilibrage vers l'Asie est en cours. En plus de chercher à développer des liens militaires encore plus étroits avec les pays du CCG, l'Administration Obama tente de favoriser une nouvelle « architecture de sécurité » pour la région qui intégrerait des patrouilles aériennes/navales et de défense antimissile. En même temps, le réseau de bases a été consolidé par de petites installations secrètes destinées aux avions sans pilotes. Beaucoup des 400 drones de divers types acquis depuis 2001, seront redéployés vers de nouvelles frontières dans l'ensemble de l'« arc d'instabilité ». En Afrique, où une douzaine de petites bases aériennes ont été établies à partir de 2007, les activités de l'armée et les opérations des services secrets ont connu une expansion également. L'engagement militaire s'est même intensifié depuis 2012. Selon les commentateurs, le Pentagone a mis en place de nouvelles bases de drones dans de nombreux pays (Qatar, Emirats arabes unis, Niger, Turquie, Ethiopie, Djibouti, les Seychelles, Yémen

et dans d'autres qui restent secrètes)⁽⁶⁴⁾. En clair, la fin de la Guerre froide n'a pas mis fin à la présence américaine à l'étranger. Elle change seulement de nature et cela en fonction de nombreux facteurs parmi lesquels l'évolution du contexte international, les contraintes budgétaires, les considérations économiques et démographiques, l'opposition des populations autochtones, les nouvelles technologies et la nature de la menace. A travers ces ajustements, l'Amérique cherche à acquérir une profondeur stratégique mondiale.

La quête d'une profondeur stratégique mondiale

Les dirigeants américains ne cessent pas d'affirmer que leur pays doit légitimement prétendre au leadership mondial étant donné qu'il « ne cherche ni territoire, ni hégémonie ni empire ». Pour le monde, disent-ils, l'Amérique est une force stabilisatrice, une source d'« inspiration » et de « sécurité », « un modèle pour la réforme démocratique qui continue à balayer le Globe ». Cela signifie en toute évidence que « les Etats-Unis ne peuvent pas se retirer du monde. La présence des forces américaines à l'étranger est l'un des symboles les plus profonds de l'engagement des Etats-Unis envers leurs alliés et amis ». Leurs « forces présentes à l'étranger », disent-ils, sont chargées d'« effectuer une variété d'activités qui favorisent la stabilité et prévenir les conflits ». Selon eux, la présence en avant continue d'être nécessaire pour prévenir la prolifération nucléaire et pour garantir un monde stable et sûr dans lequel la liberté politique et économique, les droits de l'homme et les institutions démocratiques peuvent prospérer, tout en étant protégés de l'agression, la coercition, les insurrections, la subversion, le terrorisme et le trafic illicite de drogues. En soutenant ces fins, leur présence contribue à soutenir des objectifs plus importants tels que fournir un cadre de confiance durable pour le commerce et les efforts de démocratisation. Ainsi, grâce à la volonté de recourir à la force en légitime défense et pour la défense des autres, les États-Unis démontrent leur détermination à maintenir un équilibre des pouvoirs qui favorise la liberté⁽⁶⁵⁾.

Cela s'appelle la quête et la préservation d'une « profondeur stratégique », une expression que Dick Cheney a utilisée dans la nouvelle stratégie de défense à la place de « bloquer tout rival » dans Defense Planning Guidance de 1992⁽⁶⁶⁾. Deux nouveaux attributs différencient l'Amérique par rapport aux années 1990. Premièrement, les États-Unis ont remplacé un désir irrésistible d'expansion territoriale par la quête de petits sites nécessaires pour projeter leur puissance impériale. Le temps de réaction, et non pas la superficie, est la nouvelle métrique. Le vieil empire américain voulait des territoires. Le nouvel empire américain veut des sites de lancement et de récupération pour ses F-15. L'empire d'aujourd'hui n'a pas tant besoin de vastes territoires, de colonies dépendantes ou de gouvernements fantoches. Au contraire, il a besoin de lieux pour ses soldats à dormir la nuit et de la chaussée pour garer ses avions de guerre. Deuxièmement, ils sont passés de contenir leurs ennemis à les rechercher activement. Cela a clairement été mentionné dans les stratégies de sécurité nationale (SSN) de 2002 et 2006, et la QDR-2001 qui a été préparée après le 11 Septembre (presque deux semaines après les attentats, une réponse remarquablement rapide face à l'inertie bureaucratique). Ces documents ont en partie établi la base juridique de l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak. La SSN-2002 a averti (conformément à la doctrine de la guerre préemptive) que les États-Unis « n'hésiteront pas à agir seuls, si nécessaire, pour exercer leur droit à l'autodéfense en agissant de manière préemptive ». En même temps, la QDR-2001 indiquait que la défense des États-Unis pourrait inclure un changement de régime d'un Etat adversaire ou l'occupation d'un territoire étranger jusqu'à ce que les objectifs stratégiques américains soient atteints.

S'il est vrai que « les États-Unis ont joué un rôle de premier plan dans la transformation du système international au cours des 65 dernières années », *il est absurde* de prétendre, comme ils le font, que leurs « opérations prolongées en Irak et en Afghanistan [sont] pour apporter

la stabilité dans ces pays »⁽⁶⁷⁾. Mais cela est très significatif du discours libéral américain. L'observation de W. Berry à propos de la NSS-2002 est saisissante : « Ce document », dit-il, « affirme la paix, il affirme aussi la paix comme la justification de la guerre et la guerre comme le moyen de paix et perpétue ainsi une absurdité sanctifiée »⁽⁶⁸⁾. Cette remarque est représentative des autres documents américains sur l'exceptionnalisme, la paix démocratique, la mondialisation. Dans l'évaluation du discours des élites américaines à propos du rôle de l'Amérique dans le monde, on peut reprendre le constat fait par Organski sur la théorie de la dissuasion nucléaire. Paraphrasant le jugement de Tacite sur les Romains ; « Ils [Romains] créent un désert et appellent cela la paix », il le modifie pour dire : « Ils créent la terreur et appellent cela la sécurité »⁽⁶⁹⁾. Pour Raymond Aron, que ses idéaux poussent généralement l'homme vers la paix, l'histoire a souvent été violente⁽⁷⁰⁾. L'Amérique en est pareille. Bien que la pratique de l'empire baigne continuellement dans le sang, le concept de l'empire est toujours dédié à la paix – une paix perpétuelle et universelle, en dehors de l'histoire. Le cœur du problème a toujours été la conviction presque théologique que la puissance américaine est par nature bonne et ce qui suit dans son sillage sera la liberté et la démocratie. En 1993, l'ambassadeur Richard Murphy a fait une remarque pleine de significations ; « dans le Golfe, les Etats-Unis, ironiquement, ont rompu avec leur ancien dicton que nous nous opposons à la domination de la région du Golfe par une seule puissance. Nous sommes devenus cette puissance et maintenant, nous devons accepter les conséquences de ce fait »⁽⁷¹⁾.

L'argument de l'instabilité ne résiste pas à un examen sérieux. « Pourquoi est-il que lorsque nous plions nos muscles, au nom de la paix et de la liberté, le monde au-delà de nos frontières est d'autant plus acariâtre et désordonné ? », se demande Bacevich. « Promettant la prospérité et la paix, les règles de Washington ont propulsé les Etats-Unis vers la guerre perpétuelle »⁽⁷²⁾. Dans leur ouvrage *The Just War*

Tradition, Quinlan (un penseur stratégique avec une expérience de 50 années au ministère britannique de la Défense) et le général Guthrie (ancien chef de l'état-major) évoquent la thèse portant sur la notion chrétienne de la guerre juste qui identifie une série de tests traditionnels (cause juste, cause proportionnée, bonne intention, autorité légitime, perspective raisonnable de succès et de dernier recours) qui doivent être remplis si la guerre doit être moralement justifiée; puis il y a la manière dont la guerre est menée (par exemple, en utilisant uniquement la force qui est nécessaire) et, enfin, il est *post bellum* - le devoir de « faire face aux responsabilités face à ce qui arrive après la victoire militaire ». Aucune de ces conditions n'a été satisfaite en Irak en 2003. L'invasion et l'occupation subséquente de l'Irak étaient « injustes » et il n'y avait pas de raisons impérieuses à cette guerre. Ni la sécurité nationale britannique et américaine, ni la stabilité du Moyen-Orient n'étaient en péril. C'était une guerre impériale, disent-ils⁽⁷³⁾.

Dans un autre article écrit une semaine avant l'invasion, Quinlan fait valoir que « la question n'avait pas à être posée au sommet de l'agenda international ». Saddam n'a pas été derrière les attentats du 11 Septembre. « Les comparaisons avec Hitler sont une plaisanterie ». « Une telle guerre va certainement réussir, tôt ou tard, dans des termes militaires étroits. Mais à quel coût humain, économique et moral - et avec quelles répercussions avec le temps? Dans les circonstances du Moyen-Orient, ce sera un énorme rocher lancé dans un bassin profond et sombre, et nous ne pouvons pas être sûrs où les vagues vont se propager »⁽⁷⁴⁾. L'intervention en Libye a eu des effets similaires sur l'ensemble de la région. Comme conséquence directe, la situation au Mali demeure une véritable poudrière. Au niveau régional, la crise malienne et les afflux d'armes en provenance de la Libye nourrissent la formation des réseaux djihadistes de l'Afrique à l'Asie, la relocalisation du « centre de gravité » d'Al-Qaïda vers l'Afrique et l'extension de l'instabilité à travers la région. Par ailleurs, « les actes de terrorisme perpétuer

en Afrique du Nord et au Sahel, était le résultat direct de l'ingérence étrangère dans la région», indique un spécialiste qui cite l'intervention de l'OTAN en Libye et le traitement militaire de la crise malienne⁽⁷⁵⁾. Disons que cela fait plus d'un siècle que l'Amérique prétend agir dans l'hémisphère occidental pour instaurer la stabilité. Il en est pareil pour la doctrine Carter que les Etats-Unis ont proclamé depuis plus de trois décennies. « Ceux qui ont appliqué la doctrine Carter », conclut Bacevich, « avaient supposé que la présence des forces américaines et l'application périodique du *hard power* américaine servent à renforcer la stabilité régionale. Pourtant, le bilan des 30 dernières années donne à penser exactement le contraire: la présence militaire américaine et les activités n'ont servi qu'à promouvoir une plus grande instabilité. Nos efforts, entrepris à grands coûts pour nous et les autres, ne font qu'aggraver la situation »⁽⁷⁶⁾. Si les Américains n'ont pas apporté la stabilité, ils n'ont pas non plus apporté la démocratie, l'autre raison de leur activisme mondial.

L'illusion de la promotion de la démocratie

La vision d'une paix entre des Etats gouvernés démocratiquement a longtemps été invoquée dans le cadre d'une vaste structure d'institutions et pratiques visant à promouvoir la paix entre les États-nations. La dynamique de la paix ou le contexte théorique de la politique des Etats-Unis à rechercher la paix démocratique repose sur trois réalités: (1) Les démocraties se battent rarement entre-elles (une déclaration empirique), parce que (2) elles ont d'autres moyens de résoudre les conflits entre-elles et n'ont donc pas besoin de se battre les unes contre les autres (une déclaration prudentielle), et (3) ils perçoivent que les démocraties ne devraient pas se battre entre-elles (une déclaration normative sur les principes du comportement correct), ce qui renforce la déclaration empirique. Selon ce raisonnement, plus il y a de démocraties dans le monde, moins ils auront des adversaires potentiels –permettant ainsi l'établissement d'une zone de paix démocratique⁽⁷⁷⁾. Bien que ce résul-

tat soit assez robuste, il est fondé sur une base de données limitée et il est risqué d'extrapoler une conclusion basée sur une période historique relativement courte dans un avenir indéterminé. Pourquoi les démocraties ne se font pas la guerre entre-elles reste une question de spéculation. Quel que soit le mécanisme en cause, le constat général que les démocraties ne se battent généralement pas avec d'autres démocraties a une implication politique claire: pour réduire l'incidence de la guerre dans le monde moderne, la démocratie devrait être étendue et renforcée, ce qui justifie l'activisme mondial des Etats-Unis. Par ailleurs, pendant la guerre froide, la lutte pour la paix démocratique était la lutte pour l'endiguement du communisme ; la démocratie était davantage considérée comme un principe contraignant la coalition de la Guerre froide contre le communisme que comme une force de la promotion de la paix entre les démocraties. Dans de nombreuses régions du monde, le soutien délibéré des Etats-Unis sous de multiples prétextes est l'une des raisons principales de la longue vie des régimes autoritaires⁽⁷⁸⁾.

Paradoxalement, les transferts d'armes américains, qui accompagnent toujours les bases, par exemple, finissent par alimenter les conflits et armer les auteurs qui violent les droits de l'homme. En 2003, 20 des 25 premiers clients d'armes américaines dans le monde en développement (pas moins de 80%) étaient soit des régimes non démocratiques ou des gouvernements avec les dossiers de violations graves des droits de l'homme. Loin de servir comme une force pour la sécurité et la stabilité, les ventes d'armes américaines servent souvent à armer des régimes instables et non démocratiques au détriment de la stabilité. Pas moins de 54 pays ont collaboré de diverses manières avec la CIA dans son programme de détention secrète et d'interrogations musclées de suspects de terrorisme après les attentats du 11 Septembre. L'essentiel n'est pas là, mais de donner l'impression et de maintenir l'illusion. Appuyant un changement de régime en Iran, Richard Haas, par exemple, explique : « Dans cette optique, les étrangers notamment américains

devraient s'abstenir de formuler des objectifs politiques spécifiques autres que le soutien à la démocratie⁽⁷⁹⁾. L'essentiel c'est de maintenir l'illusion sur les intentions américaines. L'intervention américaine en Irak en est un exemple.

D. Feith admet que « les évaluations mal faites de stocks d'ADM irakiennes » étaient « regrettable » bien que « l'existence de ces stocks n'a pas été une pierre angulaire de notre raisonnement pour faire la guerre ». Mais cela a posé un problème. « Elles reflètent des erreurs de jugement sur la meilleure façon de présenter les faits à la fois à l'Organisation des Nations Unies [...] et au peuple américain. En présentant mal les raisons d'aller en guerre, l'Administration fait plus de mal à sa propre crédibilité ; « elle mettait en péril la réussite de l'effort de guerre lui-même »⁽⁸⁰⁾. L'autre exemple est Haïti. Ce qui s'est passé à Haïti, écrit Peter Hallward, « n'est pas un chef qui était autrefois raisonnable est devenu fou avec le pouvoir, la vérité est que Aristide n'a globalement jamais été tout à fait prêt à renoncer à tous ses principes. Le pire de tout, il est resté indélébile associé avec ce qui reste d'un véritable mouvement populaire pour l'émancipation politique et économique. Pour cette seule raison, il est essentiel que non seulement il est chassé du pouvoir, mais il aussi totalement discrédité aux yeux de son peuple et du monde. Comme l'a dit Noam Chomsky, la menace d'un bon exemple sollicite des mesures de représailles qui n'ont aucun rapport avec l'importance stratégique ou économique du pays en question. C'est pourquoi les dirigeants du monde se sont réunis pour écraser la démocratie au nom de la démocratie »⁽⁸¹⁾. C'est précisément ce type d'invasion de « proportions impériales » que véhicule la guerre contre le terrorisme, et quelque chose de ce type se produit en Afghanistan, en Irak, en Libye et en Syrie. Dans le processus d'occupation et de *nation-building* qui suit l'invasion, le colonialisme explicite, dans le sens du XIX^{ème} siècle, sera évité⁽⁸²⁾.

En effet, dans la mesure où le colonialisme a été largement confondu avec l'impérialisme, nombreux ont faussement confondu le succès des luttes anticoloniales avec la fin de l'âge de l'impérialisme. Cela fut une composante explicite de l'internationalisme libéral américain Wilsonien des années 1970. Historiquement, plus d'une méthode a été utilisée par les bâtisseurs des empires et l'annexion n'est pas nécessaire pour la réussite d'une entreprise impériale. Les objectifs des Etats-Unis étaient limités. Ils ne veulent pas régner définitivement sur les terres étrangères. Les Etats-Unis ont été généralement satisfaits de l'empire indirect, être en mesure de faire pression et menacer et envahir seulement en dernier ressort. Désormais, Washington aurait à effectuer un changement de régime et ensuite partir avec un régime plus convivial en place –un impérialisme territorial temporaire-, limité à quelques endroits stratégiques. Ainsi, une fois que le pays a été complètement désarmé et remodelé pour répondre aux besoins des pays du centre, l'occupation prendra fin. Si aucune annexion formelle n'aura lieu, et un semblant de règles locales sera établi, même durant l'occupation militaire directe, cela n'empêche pas que l'objectif sera le même ; atteindre une partie de ce que le colonialisme a précédemment accompli dans sa forme classique. Les nouvelles contraintes inhérentes aux conflits imposés font qu'il est essentiel pour les grandes puissances, y compris les États-Unis, de changer non seulement leurs moyens, mais aussi leurs buts et objectifs. Car les anciens « objectifs de possession » comme la conquête de territoires et l'acquisition de trésors ont cédé la place aux « objectifs de milieu » - des objectifs types plus généraux visant à influencer les conditions au-delà des frontières nationales. Le changement de régime est l'un des moyens d'atteindre ces objectifs.

La description de H. MAGDOF de la Chine est saisissante de la situation existante aujourd'hui dans ce qui est appelé le Tiers-Monde. Les activités occidentales dans ce pays ont largement « échappé aux lois de la Chine et aux collectes d'impôts. Les colonies étrangères

avaient leurs propres forces de police et systèmes fiscaux, et géraient leurs propres affaires en toute indépendance d'une Chine nominalement souveraine ». Dans le même temps, le commerce de l'opium, qui a été militairement imposé au gouvernement chinois, a été légalisé, les droits de douane réduits, les canonnières étrangères patrouillaient les fleuves de la Chine et les étrangers ont été placés sous l'Etat-major des douanes pour veiller à ce que la Chine devrait payer les indemnités imposées par divers traités. Mettant l'accent sur la détermination des Etats-Unis à « prendre le contrôle de la majeure partie des sources de matières premières autant que possible -partout où ces matières premières y soient, y compris les nouvelles sources potentielles », il explique ; le « colonialisme, considéré comme l'application directe de la force militaire et politique, est indispensable pour remodeler les institutions sociales et économiques de la plupart des pays dépendants des besoins des centres métropolitains. Une fois cette réorganisation accomplie, les forces économiques -les systèmes internationaux de prix, de marketing et de la finance- étaient en elles-mêmes suffisantes pour perpétuer et même intensifier les relations de domination et d'exploitation entre la mère patrie et la colonie. Dans ces circonstances, la colonie pourrait être bénéficiaire d'une indépendance politique formelle sans rien changer d'essentiel, et sans interférer sérieusement dans les intérêts qui avaient initialement entraîné la conquête de la colonie »⁽⁸³⁾.

La réponse inégale aux soulèvements arabes par les gouvernements européens et américain indiquent que rien n'a changé. Après tout, Google, Twitter et Yahoo ont été directement impliqués dans la campagne de désinformation sur le Web. Pourquoi est-ce inquiétant? Parce que la position de Google à travers les soulèvements a été pratiquement identique à celle du gouvernement américain ou de l'OTAN. En même temps, les sociétés arabes et musulmanes doivent cesser de blâmer l'Occident pour le colonialisme et l'impérialisme du passé, ou pour les tentatives actuelles de manipulation et de contrôle, et se recon-

cilier avec le cours de l'histoire et se méfier des tentatives de manipulation et être déterminées à mener à bien les réformes essentielles. C'est en cela que consiste le rôle des dirigeants et intellectuels musulmans en cette période de renouvellement radical ; l'identification des questions clés, la définition et la hiérarchisation des voies et des moyens pour la réforme sociale et politique ainsi que favoriser l'émergence d'une véritable société civile dans la région. Dans l'ensemble, les défis et les obstacles dans le Moyen-Orient et en Afrique du Nord se rapportent au manque d'un leadership clair dans les mouvements de masses actuelles, une vision dualiste des réalités politiques, la négligence des dynamiques économiques mondiales et les tensions sectaires. En conclusion, quels que soient les schèmes et les manipulations des grandes puissances, l'avenir du réveil arabe dépendra de la capacité de chaque société à prendre son propre destin en main, à développer de nouvelles approches et ouvrir de nouvelles perspectives. Maintenant, le temps est venu pour les jeunes de la région de façonner et de déterminer (au-delà de leur maîtrise de la technologie et de la technique) une vision, un projet, une alternative⁽⁸⁴⁾.

Conclusion

Historiquement, les Etats-Unis ont élaboré et progressivement consolidé une politique étrangère basée sur l'idéologie pour faire face aux nations et aux peuples non-occidentaux. Cette idéologie a coïncidé avec, et a été influencé, par leur capacité des Etats-Unis à projeter leur puissance économique, politique et militaire à l'extérieur de leurs frontières. Beaucoup ont cru que la mission des Etats-Unis était de répandre la liberté (grâce à l'expansion territoriale) et servir d'exemple pour le monde (c'est l'inverse qui s'est produit). L'empire de la liberté a toujours été un empire de sécurité. En plus de la religion, trois croyances fondamentales ont et continuent de façonner les relations extérieures de l'Amérique : glorification nationale inexorable ; hiérarchie raciale précise bien que fluide et ; scepticisme et hostilité envers la révolu-

tion ne puisant pas dans le modèle américain. L'élite américaine tend à favoriser les révolutions étrangères quand elles semblent promouvoir des idéologies similaires aux siennes. Ces idées avaient fusionné en un corps puissant de pensée et se renforcent mutuellement » pour « dominer » la pensée des élites américaines et pour propulser l'Amérique comme un gendarme du monde⁽⁸⁵⁾. Ainsi, au tournant du 20^{ème} siècle, l'armée américaine était devenue plus qu'une force expéditionnaire ou punitive : le gouvernement américain pourrait utiliser son pouvoir en tant que mécanisme pour défendre ou même établir des gouvernements étrangers. Etayée moralement par la notion présumée altruiste (bien illusoire) d'assumer le fardeau de l'homme blanc, l'Amérique a vu l'idée d'utiliser l'armée pour les opérations de stabilité et de *nation building* devenir finalement un modèle de politique étrangère. Les opérations de stabilité sont devenues le prétexte à la façon de traiter avec les peuples hostiles ou autrement non-américanisés.

L'Amérique a émergé comme une puissance dominante et a systématiquement cherché le pouvoir sous toutes ses formes ; territoriale, commerciale, politique, culturel et militaire. Les agents de l'Etat ont parvenus à fixer le rythme et la direction et finalement à déterminer la nature de la domination américaine. La nouveauté dans l'après Guerre froide est qu'une simple primauté ne suffit plus. Rapidement, une suprématie militaire mondiale perpétuelle sans ambiguïté a émergé comme un prédicat essentiel au leadership mondial. La pensée stratégique américaine dictée par Washington durant les années 1990 consistait non pas à acquérir « la force militaire », mais « la suprématie militaire » selon laquelle le pays devrait posséder « des capacités militaires lui permettant de l'emporter sur toute combinaison imaginable d'adversaires »⁽⁸⁶⁾. En vertu des « règles de Washington », pour être un acteur dans la politique étrangère américaine, il faut accepter les règles qui se composent d'un « credo qui inspire le consensus et la trinité dans lequel il trouve son expression ». Les règles sont cachées et pas ouvertement discutées,

parce qu'elles sont les hypothèses de base pour les discussions de politique étrangère. Cette tradition « combine deux composantes, chacune si profondément ancrée dans la conscience collective américaine ». Prises ensembles, « Credo » et « Trinité » signifient que c'est à l'Amérique, seulement à l'Amérique, qu'il revient de changer le monde, que ce dernier le veuille ou non ; l'Amérique a la capacité, le droit et le devoir de changer le monde comme elle veut et par n'importe quel moyen. En somme, « les Etats-Unis devraient conduire et transformer le monde, et le rôle actif de l'Amérique devrait s'appuyer sur le *Hard Power* », et ce credo implique la « trinité sacrée » des préceptes opérationnels militaires : présence militaire mondiale, projection de puissance mondiale, interventionnisme mondial⁽⁸⁷⁾.

La guerre a profondément défini l'imaginaire américain au point que les Américains ont régulièrement perverti et déclaré la « guerre » à tout (drogue, pauvreté, etc.). La guerre a été le chemin par lequel la nation est passée à la grandeur et la militarisation façonnant tous les aspects de l'*American life* fait d'elle une nation sensiblement différente. « Aujourd'hui plus que jamais dans leur histoire, les Américains sont fascinés par la puissance militaire. La suprématie militaire mondiale dont jouissent les Etats-Unis actuellement –et est déterminée à perpétuer- est devenue centrale pour notre identité nationale », affirme Bacevich. Aucune autre nation n'a triomphé si longtemps, de manière aussi systématique ou sur une si vaste échelle, par la force des armes. Il s'agit d'un facteur aussi important que la géographie, l'immigration, l'entreprise privée ou tout autre facteur qui a fortement contribué à son identité unique. Quatre dogmes (qui sont le produit de plus d'un siècle de militarisme dont les racines sont à chercher dans les structures sociales, politiques, économiques et culturelles du pays) sous-tendent le « catéchisme de l'art de gouverner de l'Amérique » : 1) « Les Etats-Unis doivent organiser et remodeler le monde ou le « chaos va certainement régner » ; 2) l'Amérique est l'organisateur et le seul capable de « pres-

crire et faire appliquer un tel ordre mondial ». Personne d'autre ne peut le faire et la nation doit sans cesse prendre de nouvelles obligations ; 3) L'Amérique va définir les principes de cet ordre. Ces principes sont américains, mais universels. L'évolution des principes américains sur une question donnée, que ce soit les armes nucléaires, le terrorisme, droits des femmes, etc., sont toujours universels. Le reste du monde doit s'adapter aux dernières attitudes américaines -s'aligner à chaque fois que l'Amérique change ; 4) à l'exception de quelques récalcitrants, les dirigeants du monde veulent que l'Amérique dirige l'ordre mondial et s'inquiètent d'un éventuel désengagement américain des affaires mondiales⁽⁸⁸⁾. Ironiquement, à la fois les élites politiques et l'opinion publique américaine savent peu sur le reste de monde et sont largement inconscients des forces historiques et culturelles qui l'ont façonnée.

Références

1. En dépit de définitions divergentes de bases militaires à l'étranger, un consensus préliminaire sur sa caractéristique essentielle se dégage. Ainsi une base militaire à l'étranger se réfère à « une zone sur une terre ou sur une mer, au-delà de la juridiction de l'Etat souverain, qui dispose d'un certain nombre de forces armées, activités militaires, institutions et installations organisées ». Robert Harkavy, *Strategic basing and the great powers, 1200-2000*, Routledge, New York, 2007, p. 2-9.
2. Tim Kane, "Global U.S. Troop Deployment, 1950-2003", The Heritage Foundation, 27 octobre 2004
3. Tony Dokoupil, « Who's the War President? », Daily Beast, 5 août 2011.
4. Zack Beauchamp, « No, Syria Is Not Proof Of American Decline », Think Progress, 16 septembre 2013
5. Paul Kennedy, « The Greatest Superpower Ever », *New Perspectives Quarterly*, vol. 9, 2002 ; Charles Krauthammer, « The Bush doctrine », *The Time*, 5 mars 2001.
6. Winslow T. Wheeler, *America's Defense Meltdown Pentagon Reform for President Obama and the New Congress*, Center for Defense Information, Washington, D.C., 2009, p. ix ; Dinah Walker, « Trends in U.S. Military Spending », The Council on Foreign Relations, 30 juillet 2013
7. Johnson, C., *The sorrows of empire*, Henry Holt, New York, 2004, p. 23-24.
8. Roberto J. Gonzalez, *Militarizing Culture*, Left Coast Press, Walnut Creek, 2010, p. 19-20.
9. Evans, G. & Newnham, J., *The Penguin dictionary of International Relations*, Penguin Books, London, 1998, p. 325

10. Andrew J. Bacevich, *The New American Militarism*, Oxford University Press, New York, 2005, p. 2
11. DoD, *Doctrine for the Armed Forces of the United States, Joint Publication 1*, JP-1, 2 mai 2007, p. I-12.
12. Carl Boggs, *Masters of War. Militarism and Blowback in the Era of American Empire*, Routledge, 2003, p. 2
13. Chalmers Johnson, *The Sorrows of Empire*, Henry Holt, 2004, p. 2
14. « C'est la seule qui fait objet d'une définition supplémentaire et plus approfondie, de la part du président des chefs d'état-major intégré ». Bruno Colson, *La stratégie américaine et l'Europe*, Economica, Paris, 1997, p. 109.
15. Andrew J. Bacevich, « Consensus Renewed », *World Affairs*, 2 février 2010
16. Andrew J Bacevich, *Washington Rules: America's Path to Permanent War*, Metropolitan Books, 2010, 12
17. Mark Russell Shulman, *Navalism and the Emergence of American Seapower, 1882-1893*, Naval Institute Press, Annapolis, 1995, p. 2.
18. Peter J. Hugill, « The American challenge to British hegemony, 1861-1947 », *Geographical Review*, vol. 99, n°. 3, juillet 2009, pp. 403-425.
19. Commission on Review of Overseas Military Facility Structure of the United States, « *OVERSEAS BASING COMMISSION: Major Conclusions and Recommendations* », United State Congress <http://govinfo.library.unt.edu/osbc/documents/OBC%20Conclusions.pdf>
20. David Isenberg, « Reshaping Washington's global footprint », *Asia Times Online*, 20 août 2004
21. Overseas Basing Commission, *Report to the President and Congress*, Arlington, Virginia, 15 août 2005, p. 5
22. Voir le *Base Structure Report* (ou BSR) dans lequel le DoD fait un inventaire annuel de l'immobilier qu'il possède ou loue à l'intérieur et à l'étranger. Department of Defense, *Base Structure Report : Fiscal Year 2006 BASELINE*, Washington, D.C., 2006 p. 2, 6, 9.
23. Department of Defense, *Quadrennial Defense Review Report*, Washington, février 2010, p. 62.
24. DoD, *Strengthening US Global Defense Posture*, Report to Congress, Washington, D.C, septembre 2004, p. 7.
25. US Department of Defense, *National Defense Strategy of the United States*, mars 2005, pp. iv, 13, 16-17
26. Arthur K. Cebrowski, Director of Office of Force Transformation, Statement Before the Subcommittee on Strategic force Armed Services Committee United States Senate, 25 mars 2004, p. 5 ; Arthur K. Cebrowski, « Transforming Transformation -- Will it Change the Character of War? », *Transformation Trends*, 17 juin 2004, p. 11-12
27. Department of Defense, *Quadrennial Defense Review Report*, Washington, D.C, 2010, p. 8 ; Department of Defense, *The National Defense Strategy...*, mars 2005,

L'engagement militaire américain dans le monde : Quelles implications pour la paix et la sécurité mondiales ?

op.cit, p. 13.

28. Henry J. Hendrix, *Theodore Roosevelt's Naval Diplomacy*, Naval Institute Press, 2009

29. James R. Blaker, *United States Overseas Basing*, Preager, New York, 1990, p. 9; Geir Lundestad, *Europamérique. Etats-Unis et l'Europe de l'Ouest de 1945 à nos jours*, Eyrolles, Paris, 2013, p. 66

30. Philip Terzian, dans « *Architects of Power: Roosevelt, Eisenhower, and the American Century* », Encounter Books, 2010; Ronald D. Asmus & Robert Kagan, « Commit for the Long Run », *The Washington Post*, 29 janvier 2002.

31. The White House, *National Security Strategy of the United States*, Washington, mars 1990, p. 1-2.

32. White House, *National security strategy of the United States*, Washington, D.C., janvier 1988, p. 1

33. White House, *National Security Strategy of the United States*, Washington, mars 1990, p. 1-2

34. Kay Bailey Hutchison & Dianne Feinstein, "A Needed Look at Overseas Basing", San Diego Union-Tribune, 6 mai 2003.

35. DoD, Discriminate deterrence : report of the Commission on Integrated Long-term Strategy, Washington, D.C., janvier 1988

36. Steven Metz, "America in the Third World", Strategic Studies Institute, 20 mai 1994.

37. Mark Safranski, « Ten Questions with Thomas P.M. Barnett », The Small Wars Journal, 5 février 2009.

38. Alain Joxe, « La nouvelle grande stratégie américaine et l'Europe », *Stratégique*, n° 35, 3/1987.

39. Christopher Layne, « Rethinking American Grand Strategy », *World Policy Journal*, été 1998

40. Robert H. Johnson, *Improbable Dangers*, St. Martin's Press, New York, 1994, p. 206.

41. Louis-Jean Duclos, « la menace du Sud », *Cultures & Conflits*, n°2, 1991, pp. 79-93.

42. Jean Paul Hanon, « Militaires et lutte antiterroriste », *Cultures et Conflits*, No. 56, 2004, pp. 121-140.

43. Ali Laidi, *Le secret de la guerre économique*, Seuil, Paris, 2004, p. 243.

44. David Harvey, *Géographie et capital*, Syllepse, Paris, 2010, p. 266-267. Charles S. Maier, *Among Empires: American Ascendancy and Its Predecessors*, Harvard University Press, Cambridge, 2006, p. 250-251.

45. Department of Defense, *The National Military Strategy of the United States of America*, Washington, D.C., 2004, p. 15

46. Ernesto Londoño & Karen DeYoung & Greg Miller, « Afghanistan gains will be lost quickly after drawdown, U.S. intelligence estimate warns », *The Washington Post*, 28 décembre 2013.
47. Richard A. Chilcoat et autres (sous. dir.), *The Futur of Transatlantic Security Relations: Colloquium Report*, Strategic Studies Institute, septembre 2006, p. 79.
48. Kurt Campbell, "The End of Alliances? Not So Fast", *Washington Quarterly*, printemps 2004, pp. 151-163.
49. Charles Krauthammer, *The Sleepy Superpower Awakes*, *Time Magazine*, 4 août 2003
50. Mark Gillem, *America Town*, University of Minnesota Press, London, 2007, p. 271-272
51. Kenneth E. Hickins, "Strategic Mobility", *Army Logistician*, novembre-décembre 2002.
52. « U.S. to move 200 Marines to Italy base after Libya raid », *Reuters*, 8 octobre 2013 ; « U.S. Marines go to Spanish base to be near North Africa emergencies », *UPI*, 26 avril 2013 ; Barbara Starr, « U.S. Marine rapid response force deploying to Spain base », *CNN*, 25 avril 2013
53. Le « Transactional Model » montre comment les Etats-Unis sécurisent l'accès aux bases étrangères, en proposant une sorte de compensation à la nation hôte. Cela peut prendre la forme d'un soutien diplomatique, aide économique, ventes d'armes, transferts de technologie, ou même de fourniture des renseignements, en vertu du « modèle de la défense mutuelle ». En revanche, une base américaine à l'étranger est établie en raison d'une perception partagée de la menace au pays hôte. Une menace pour la sécurité du pays hôte est la principale raison pour laquelle un pays cède volontairement sa souveraineté en laissant les forces étrangères s'installer sur son territoire –les États-Unis y trouvent intérêt également. Cependant, si la menace initiale se dissipe, ou la fonction d'origine de la base devient obsolète, les Etats-Unis quittent la base bien que les responsables américains craignent que « si les États-Unis se retirent d'une installation, ils ne seront pas en mesure de revenir ». Stacie L. Petty john, *U.S. Global Defense Posture, 1783–2011*, Rand Corporation, 2012, p. 90-91 et 102-104.
54. Craig Whitlock, "North Africa Reluctant to Host U.S. Command. Algeria and Libya Reject Pentagon's AFRICOM Proposal; Morocco Signals Its Lack of", *Washington Post*, 24 juin 2007
55. Craig Whitlock, « US military expands covert intelligence operations in Africa », *The Guardian*, 19 juin 2012 ; Nick Turse, "The Increasing US Shadow Wars in Africa », *Mothor Jones*, 12 juillet 2012
56. Congressional Budget Office, "Options for Changing the Army's Overseas Basing", *A CBO Study*, The Congress of the United States mai 2004
57. Tewfik HAMEL, De la « Long War » à l' « Asia-Pacific Pivot » : Vers la non centralité de la guerre irrégulière ? », *NAQD*, vol. 1, n°. 31, 2014.

L'engagement militaire américain dans le monde : Quelles implications pour la paix et la sécurité mondiales ?

58. Dennis C. Blair, Annual Threat Assessment of the Intelligence Community for the Senate Select Committee on Intelligence, Intelligence Community, 12 février 2009, p. 8.
59. Michael E. Smith, « Roadmap to the Rebalance », Proceedings Magazine, U.S. Naval Institute, août 2013.
60. Tewfik HAMEL, « L' « US Asia Pivot » ou la quête d'une « profondeur stratégique » », Géostratégiques, 39, 2^e trimestre, 2013, pp. 115-129 http://www.strategicsinternational.com/39_10.pdf
61. C.T. Sandars, America's Overseas Garrisons, Oxford University Press, Oxford, 2000, p. 302.
62. Thom SHANKER & Steven L. MYERS, « U.S. Planning Troop Buildup in Gulf After Exit From Iraq », New York Times, 29 octobre 2011.
63. John F. Kerry, The Gulf Security Architecture: Partnership with the Gulf Cooperation Council, Senate Foreign Relations Committee, 112th Congress, 2d Session, Washington, 19 juin 2012.
64. Craig Whitlock, « U.S. military drone surveillance is expanding to hot spots beyond declared combat zones », Washington Post, 21 juillet 2013 ; Craig Whitlock, « U.S. expands secret intelligence operations in Africa », Washington Post, 14 juin 2012
65. Joint Chiefs of Staff, National Military Strategy of the United States, DoD, D.C., janvier 1992, p. 2 ; White House, National Security Strategy of the United States, Washington, D.C., out 1991, 3-4; National Military Strategy, février 1995, p. 6; The White House, National Security Strategy of the United States, Washington, D.C., mars 1990, p. 6, 25-26 ; The White House, The National Security Strategy of the United States of America, Washington, D.C., September 2002, p. 29; DoD, Quadrennial Defense Review Report, Washington, D.C., 2001, p. 11 : DoD, The National Defense Strategy of the United States of America, Washington, D.C., mars 2005, p. iv
66. Pour plus d'explications sur l'expression de la « profondeur stratégique » voir James Mann, « The True Rational? It's a Decade Old », The Washington Post, 7 mars 2004
67. DoD, Sustaining U.S. Global Leadership: Priorities for 21st Century Defense, Washington, janvier 2012, p. 1.
68. Wendell Berry, « A Citizen's Response to the National A Security Strategy of the United States », Orion, mars-avril 2003, p. 5-6
69. Abramo F. K. Organski, World Politics, 2 éd. Knopf, New York, 1968, p. 337.
70. Robert Kaplan, La stratégie du guerrier. De l'éthique païenne dans l'art de gouverner, Bayard, 2002, p. 72.
71. Robert Vitalis, « Black Gold, White Crude », Diplomatic History, vol. 26, n°. 2, printemps 2002, pp. 185-213.
72. Andrew J. Bacevich, The Limits of Power, op.cit, p. 156-157.
73. Sir Michael Quinlan & Charles Guthrie, The Just War Tradition, Bloomsbury Pu-

blishing PLC, 2007.

74. Robert Fox, "Lessons to be learned from Iraq", *The Guardian*, 19 mars 2009
75. Geoff D. Porter, « The Eradicators », *Foreign Policy*, 18 janvier 2013
76. Andrew J. Bacevich, « The Carter Doctrine at 30 », *World Affairs*, 1 avril 2010
77. Ted Galen Carpenter avance cinq propositions sur la relation inverse entre la démocratie et de la violence collective à savoir les démocraties (1) ne se font la guerre les unes contre autres (2) limitent la violence bilatérale, (3) sont moins belliqueuses, (4) sont les plus pacifiques sur le plan intérieur, et (5) n'assassinent pas leurs propres citoyens. De ces propositions, il conclut que « la démocratie une méthode de non-violence ». Ted Galen Carpenter, "Democracy and War", *The Independent Review*, vol. II, n°. 3, Spring 1998.
78. Bruce Russett, *Grasping the Democratic Peace*, Princeton University Press, New Jersey, 1993, p. 10
79. Richard Haas, *Enough Is Enough*, The Newsweek/Daily Beast Company, 21 janvier 2010
80. Rich Lowry, « "War and Decision" », *National Review Online*, 15 avril 2008
81. Peter Hallward, « Why they had to crush Aristide », *The Guardian*, 2 mars 2004
82. « [Nous avons besoin d'une] façade arabe gouvernée et administrée sous la direction britannique et contrôlée par un musulman originaire et, autant que possible, par un personnel arabe [...] Il devrait y avoir aucune incorporation effective du territoire conquis dans les domaines du conquérant, mais l'absorption peut être voilée par ces fictions constitutionnelles comme un protectorat, une sphère d'influence, un Etat tampon et ainsi de suite », a fait valoir Lord Curzon, homme d'Etat britannique et parmi les fonctions occupées ; sous-secrétaire d'Etat pour l'Inde (1891-1892) et sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères (1895-1898). Nafeez Mosaddeq Ahmed, *Behind the War on Terror*, Clairview Books, 2003, p. 27.
83. Harry Magdoff, *Imperialism: From the Colonial Age to the Present*, Monthly Review Press, New York, 1978
84. Tariq Ramadan, *The Arab Awakening*, Allen Lane, London, 2012, p.123-124
85. Michael H. Hunt, *Ideology and U.S. Foreign Policy*, Yale University Press, 1987.
86. Andrew J. Bacevich, *American Empire*, Harvard University Press, Cambridge, 2002, p. 126.
87. Andrew J. Bacevich, *Washington Rules*, op.cit, p. 228
88. Andrew J Bacevich, *Washington Rules*, op.cit, p. 12, 14, 16, 20-21; Andrew J. Bacevich, *The Limits of Power*, Metropolitan Books, New York, 2008, p. 74-75.